L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'année 2001 a été marquée par un essoufflement généralisé de l'activité économique mondiale, avec comme corollaire la contraction en volume du commerce. Suivant la même tendance, les cours des produits de base, en raison entre autres de l'excès de l'offre sur les marchés, se sont effondrés. Sur les marchés des changes, presque toutes les monnaies se sont dépréciées.

L'activité économique

En 2001, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est élevé à 2,5 pour cent, contre 4,7 pour cent en 2000. Cette décélération de l'activité s'est d'abord manifestée aux Etats-Unis, puis s'est étendue à d'autres pays mais avec une intensité variable. Ce ralentissement a été dû entre autres au recul de la demande de produits liés aux valeurs technologiques et à la communication, aux impacts de la hausse des prix des produits pétroliers en 2000 ainsi qu'aux resserrements des politiques monétaires des pays développés en 1999 et 2000. De plus, les attaques terroristes perpétrées contre les Etats-Unis le 11 septembre 2001 ont eu des impacts négatifs significatifs sur les conditions macroéconomiques. Seule l'Afrique a été épargnée et a pu améliorer sa croissance de 3,0 pour cent en 2000 à 3,7 pour cent en 2001, en raison de sa faible participation à la mondialisation.

Le commerce mondial

Reflétant la faiblesse de l'activité, le volume du commerce de biens et de services a chuté de 0,2 pour cent après un fort accroissement de 12,4 pour cent en 2000. Toutes les régions ont été affectées, avec une baisse beaucoup plus marquée des exportations dans les pays émergents d'Asie (à l'exception de la Chine et de l'Inde) dans la mesure où la production de technologies de l'information est très importante dans les économies de ces pays.

Les produits de base

En raison des incertitudes liées au ralentissement de la croissance mondiale, les cours des produits de base non pétroliers ont accusé un net recul de 5,5 pour cent en 2001 après un accroissement de 1,8 pour cent en 2000. A l'instar des produits de base non pétroliers, les prix des produits pétroliers ont chuté de 14,0 pour cent.

Le café

La tendance à la baisse des prix amorcée depuis le second semestre 1998 s'est poursuivie en 2001 et à court terme, on ne doit pas s'attendre à un redressement des cours. Cette évolution est liée à la dissipation des impacts des conditions météorologiques défavorables (NINA), à la hausse de la production en Amérique Latine et aux ventes massives du Vietnam et de l'Indonésie.

Le cacao

Pendant les trois dernières années, les cours du cacao ont continué à chuter (baisse de 50,0 % en 2000) en raison d'une situation d'excédent de l'offre. En 2001, les prix se sont redressés avec une augmentation de l'ordre de 30 pour cent.

Le coton

Si les prix du coton ont enregistré un redressement spectaculaire en 2000 (39,2%) en relation avec la reprise de la consommation mondiale, en 2001, ceux-ci ont chuté de 28,0 pour cent reflétant l'évolution de la conjoncture dans les pays de l'OCDE.

Le pétrole

De décembre 1998 à novembre 2000, le prix du pétrole a plus que triplé (de 10,0 USD à 32,0 USD le baril) expliqué en partie par la politique de régulation du marché adoptée par les pays producteurs. Après les événements du 11 septembre aux Etats-Unis, l'OPEP a renoncé, à titre temporaire, de soutenir le prix objectif de 22,0 USD par baril, étant donné qu'à mi-novembre 2001 le cours est descendu à 20,0 USD.

Le marché des changes

Sur l'ensemble de l'année 2001, le dollar est resté ferme malgré un ralentissement de l'activité au quatrième trimestre. L'euro de son côté, s'est affaibli par rapport au dollar US; tandis que le yen est resté fort, limitant ainsi les gains du dollar. Le rand sud-africain ainsi que les monnaies des autres pays (peso chilien, le pound égyptien, etc.) se sont tous dépréciés.

SYNTHESE DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

De manière globale, la situation économique du pays s'est améliorée en 2001 par rapport aux années précédentes. La **croissance** du PIB réel a atteint 6,0 pour cent, après avoir enregistré un taux de croissance moyen de 4,5 pour cent au cours des quatre années précédentes. Cette performance s'explique principalement, comme l'année précédente, par la production du secteur secondaire, laquelle s'est accrue de 7,6 pour cent, contre 4,0 pour cent pour le secteur primaire et 6,1 pour cent pour le secteur tertiaire. L'**inflation**, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été ramenée à 4,8 pour cent en termes de glissement annuel à fin 2001, après un accroissement de 10,0 pour cent en 2000, tandis que le déflateur du PIB a augmenté de 7,4 pour cent.

L'**équilibre extérieur** s'est également amélioré, avec un déficit de la balance des paiements courant (transferts officiels et revenus des capitaux inclus) réduit à seulement 2,4 pour cent du PIB, contre 5,5 pour cent du PIB en 2000. Cet équilibre reflète la bonne performance au niveau des exportations, lesquelles ont accusé, en termes de DTS, une croissance de 17,1 pour cent. L'embellie concerne aussi bien les exportations traditionnelles que celles de la zone franche. Sur le marché interbancaire de devises, le volume total des transactions s'est accru de 24,4 pour cent. Les ventes de devises y sont demeurées presque toujours supérieures aux achats, si bien que la monnaie nationale s'est continuellement appréciée sur l'année, de 3,8 pour cent par rapport à l'euro. L'abondance de l'offre de devises par rapport à la demande a permis à la Banque Centrale de renflouer ses réserves extérieures, lesquelles sont passées de l'équivalent de 10 semaines d'importations de biens et services non facteurs à fin 2000 à 14 semaines à fin 2001. En termes de compétitivité, le pays a perdu sur l'année environ cinq points de pourcentage. Cette détérioration a pu être limitée grâce, d'une part, à l'intervention à l'achat de la Banque Centrale laquelle a permis de limiter l'appréciation du franc malgache et, d'autre part, à une meilleure maîtrise de l'inflation.

Toutefois, en dépit de bons résultats en termes d'équilibre extérieur et de croissance, les **finances publiques** ont accusé des contre-performances. Le déficit budgétaire base engagement (incluant les coûts des réformes structurelles hors dons) s'est aggravé, passant de 6,4 pour cent du PIB en 2000 à 8,2 pour cent en 2001. Malgré les différentes mesures prises dans le cadre de la Loi de Finances pour améliorer le recouvrement et l'assiette fiscale, les *recettes* budgétaires n'ont atteint que 3 029 milliards, soit l'équivalent de 9,7 pour cent du PIB, alors que l'on escomptait des taux de pression allant jusqu'à 11,9 pour cent du PIB. Cette situation découle principalement des moins-values au niveau des recettes douanières, lesquelles ont souffert de l'appréciation inattendue du franc malgache et des fraudes. Des moins values ont également été enregistrées sur les droits et taxes intérieurs, notamment en ce qui concerne les impôts sur biens et services dont les droits d'accises et la taxe sur les produits pétroliers (TPP). Quant aux *dépenses*, divers dépassements ont été enregistrés. Ils sont essentiellement liés aux dépenses de fonctionnement hors solde (fonds spéciaux s'élevant à 171 milliards contre 2,0 milliards prévus), à la subvention des produits pétroliers. En définitive, la faiblesse des recettes publiques combinée à des dépenses plus importantes que prévues ont obligé l'Etat à ralentir les apurements des mandats en instance de paiement, à accumuler d'importants arriérés de paiement intérieurs et à retarder le remboursement des

TVA. C'est aussi la raison pour laquelle il a dû recourir à des financements intérieurs plus importants. Le système bancaire a financé en termes nets le déficit jusqu'à concurrence de 484,5 milliards, dont 91 pour cent sont imputables aux nouveaux engagements nets du Trésor vis-à-vis des banques primaires, principalement sous forme de BTA. Le financement net de la Banque Centrale s'est chiffré à 45,1 milliards.

En ce qui concerne l'**évolution monétaire**, elle a été profondément marquée en 2001 par celle des relations économiques et financières du pays avec l'extérieur, à savoir l'importance des flux entrants de devises au cours de l'année et l'appréciation du franc malgache. D'une part, l'accumulation de réserves internationales par la Banque Centrale a accéléré la croissance de la base monétaire (glissement annuel de 29,7%) et est à l'origine d'un peu moins de la moitié de la croissance annuelle de la masse monétaire, laquelle s'est chiffrée à 24,4 pour cent à la fin de l'année. D'autre part, l'appréciation du FMG a découragé la détention d'actifs financiers sous forme de dépôts en devises. Aussi, au lieu de détenir leurs avoirs en dépôts en devises, les opérateurs ont préféré les convertir en dépôts à vue, ce qui explique la forte hausse de ces derniers sur l'année, ou bien s'en sont servis pour financer leurs opérations de trésorerie, ce qui s'est traduit par un niveau plus faible de la demande de crédits. Cette augmentation des dépôts a contribué à renflouer la liquidité des banques. Aussi, l'excès de réserves des banques a atteint en moyenne 18,2 pour cent des réserves requises en 2001. Les banques ont pu ainsi augmenter leurs souscriptions nettes en bons du Trésor (638 milliards sur l'année contre seulement 181,0 milliards en 2000), d'autant plus que le Trésor Public a procédé à une importante levée de fonds, encouragée en particulier par la détente des taux sur le marché. Cette situation a permis de limiter la création monétaire par la Banque Centrale, le financement du déficit des finances publiques s'étant effectué pour une grande partie par la mobilisation de l'épargne intérieure. Quant aux crédits au secteur privé, leur croissance annuelle n'a été que de 8,6 pour cent en 2001 contre 18,9 pour cent en 2000.

Dans ce contexte, la Banque Centrale a, par deux fois, révisé à la baisse son **taux directeur** au cours de l'année 2001. De 12,00 pour cent depuis le début de l'année, ce taux a été ramené à 10,50 pour cent au mois de juin, puis à 9,00 pour cent au mois d'octobre. Cette évolution a été suivie, mais dans une moindre ampleur, au niveau des banques commerciales dont les taux de base ont commencé à accuser une détente dès le troisième trimestre. Ainsi, le taux de base minimum est passé de 12,25 pour cent à 10,95 pour cent, et le taux de base maximum de 14,50 pour cent à 13,25 pour cent de janvier à décembre 2001.

PREMIERE PARTIE:

L'EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CHAPITRE I : LE SECTEUR REEL

La croissance de l'économie malgache, perceptible après la mise en œuvre depuis quelques années de réformes macroéconomiques et structurelles, s'est raffermie en 2001. Plus forte par rapport à l'année 2000, elle a reposé sur le dynamisme de la demande intérieure, notamment par un accroissement soutenu des investissements et de la consommation aussi bien publics que privés. Sur le plan sectoriel, elle a été appuyée par la reprise de l'activité du secteur agricole, et par la poursuite du développement du secteur industriel et des services.

L'évolution croissante de l'économie s'est accompagnée de bons résultats en matière de prix. La progression modérée de l'indice des prix à la consommation qui, en moyenne annuelle, est passée de 12,3 pour cent en 2000 à 6,9 pour cent en 2001, a résulté principalement d'une amélioration de l'offre de produits alimentaires. L'appréciation du FMG a eu également un impact sur le niveau des prix des produits importés.

1.1-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2001, l'économie malgache a connu sa plus forte croissance depuis plus de trois décennies. En variation sur l'année, le taux de croissance du **PIB réel** est de 6,0 pour cent, après 4,7 pour cent en 2000. Cette amélioration a entraîné un renforcement du revenu par habitant qui a atteint 161 677 FMG au lieu de 156 980 FMG, soit une augmentation de 3,0 pour cent. Ce qui a permis d'accroître globalement la consommation et de diminuer ainsi de 2,1 pour cent par rapport à son niveau de 1999 la proportion de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

T1. Produit intérieur brut aux prix de 1984

	En milliards de FMG			Variation (en %)	
	1999	2000	2001	2000/1999	2001/2000
PIB (aux prix du marché)	2227,0	2331,0	2471,0	4,7	6,0
Ressources					
Secteur primaire	737,0	744,0	775,0	0,9	4,0
Secteur secondaire	264,0	283,0	304,5	7,2	7,6
Secteur tertiaire dont	1074,0	1127,0	1196,0	4,9	6,1
Secteur public	108,0	108,0	110,0	0,0	1,8
Charges non imputés	-39,0	-43,0	-47,0	10,3	9,3
PIB (aux coûts des facteurs)	2036,0	2111,0	2228,0	3,7	5,5
Impôts indirects	191,0	220,0	243,0	15,2	10,4
Emploi					
Investissements publics	124,0	122,0	147,0	-1,6	20,5
Investissements privés	154,0	197,0	244,0	27,9	23,8
Consommation publique	164,0	172,0	207,0	4,9	20,3
Consommation privée	1819,0	1908,0	1932,0	4,9	1,2
Exportations BSNF	373,0	430,0	472,0	15,3	9,7
Importations BSNF	408,0	498,0	531,0	22,1	6,6
Epargne intérieure	243,0	252,0	332,0	3,7	31,7
Déflateurs (indices)					
Secteur primaire	871,5	933,5	992,1	7,1	6,3
Secteur secondaire	1083,3	1195,8	1328,9	10,4	11,1
Secteur tertiaire	1138,5	1213,7	1342,4	6,6	10,6
PIB	1050,5	1125,8	1209,1	7,2	7,4

Source : Institut National de la Statistique

1.1.1-LES ORIGINES DU PIB

La production a augmenté dans toutes les branches du secteur primaire, notamment l'agriculture qui a bénéficié de bonnes conditions climatiques. Quant aux autres secteurs de l'économie, l'industrie et les services, ils sont restés dynamiques.

Du fait du niveau suffisant de la pluviosité, la croissance de la production dans le **secteur primaire** s'est élevée à 4,0 pour cent. Le rebond d'activité est plus sensible dans l'agriculture qui, après un recul de 2,0 pour cent en 2000, s'est accrue de 5,5 pour cent. La branche élevage-pêche a progressé de 3,1 pour cent après 2,9 pour cent, du fait, essentiellement, de la filière pêche. En effet, compte tenu de la rusticité des techniques d'élevage et de l'épizootie de la peste porcine africaine, causes principales de l'insuffisance chronique de productivité animale, la production du secteur élevage s'est dégradée au fil des ans en ce qui concerne en particulier les filières bovine, ovine et porcine. Pour la sylviculture, le fléchissement survenu en 2000 s'est confirmé. Ainsi, la croissance de la branche est revenue à 2,1 pour cent, contre 5,1 pour cent en 2000. Dans l'ensemble, la contribution du secteur primaire à la croissance économique a augmenté (22,1% au lieu de 6,7% en 2000).

Le secteur industriel a progressé à un rythme quasi-identique à l'année 2000 (7,6% au lieu de 7,2%). Toutefois, sa contribution à la croissance du PIB a légèrement baissé en revenant à 15,0 pour cent, après 18,2 pour cent l'année précédente. Les principales causes de cette modération proviennent de la chute de production, d'une part, de l'industrie extractive dont les produits ont été marginalisés sur le marché international par la domination des grands pays producteurs, et, d'autre part, de celle de l'industrie du papier fortement concurrencée sur le marché intérieur par les produits importés. Globalement, le dynamisme des branches connexes aux bâtiments et travaux publics, et le développement des entreprises de la zone franche ont plus que compensé la baisse d'activité tant des deux branches précitées que d'autres du secteur industrie.

Prolongeant les tendances relevées des années précédentes, pour le **secteur des services**, des bâtiments et des travaux publics, l'activité a continué de progresser de façon soutenue. De fait, l'accélération de la production du secteur s'est intensifiée en passant de 4,9 pour cent en 2000 à 6,1 pour cent en 2001. Toutes les branches ont été concernées par la croissance de l'activité, avec un accroissement plus marqué pour les bâtiments et travaux publics et les transports. La participation du secteur à la croissance du PIB s'est établie à un niveau quelque peu inférieur à celui de l'année précédente (+49,2% au lieu de +50,9% en 2000).

T2. Contribution des secteurs à l'accroissement du Produit Intérieur Brut au prix de 1984 (en pourcentage)

	2000	2001
Secteur primaire	6,7	22,1
Secteur secondaire	18,2	15,0
Secteur tertiaire	50,9	49,2

1.1.2-LES EMPLOIS DU PIB

Malgré une relative amélioration des exportations, comme en 2000, la croissance a reposé essentiellement sur le dynamisme de la demande intérieure (consommation et investissement).

La progression de la consommation globale a été moins importante par rapport à l'année précédente (+2,8%, au lieu de +4,9%). Ainsi, en 2001, la **consommation privée** n'a augmenté que de 1,2 pour cent, contre 4,9 pour cent en 2000. Cependant, la **consommation publique** a fortement augmenté, avec un taux de 20,3 pour cent, après 4,9 pour cent. Toutefois, la faible augmentation de la **consommation privée** a renforcé de façon substantielle **l'épargne** dont le taux d'accroissement s'est ainsi situé à un niveau exceptionnellement élevé au regard des résultats des cinq dernières années, soit 31,7 pour cent, après 3,7 pour cent un an auparavant.

Dans l'ensemble, l'investissement total a progressé de 22,5 pour cent, contre 14,7 pour cent en 2000. Cette augmentation est due, pour une large part, à l'accroissement conséquent de **l'investissement privé**, mais il faut y rapprocher également la brusque hausse de **l'investissement public**. En effet, ce dernier s'est fortement accru en 2001 après le recul de l'année 2000 (+20,5%, après -1,6%). En dépit du léger fléchissement de sa progression, la

croissance de **l'investissement privé** est demeurée élevée (+23,8%, au lieu de +27,9% en 2000). Cette évolution a résulté de la tendance à la saturation des capacités de production existantes, dont l'utilisation s'est établie en moyenne à 88 pour cent pour l'ensemble de l'industrie, ne répondant plus ainsi à une anticipation à la hausse de la demande intérieure et de perspectives d'exportation plus porteuses. Par ailleurs, la baisse par la Banque Centrale de son taux directeur a amené les banques à opérer une certaine détente à leurs conditions de crédit à long et moyen termes.

Fig.1

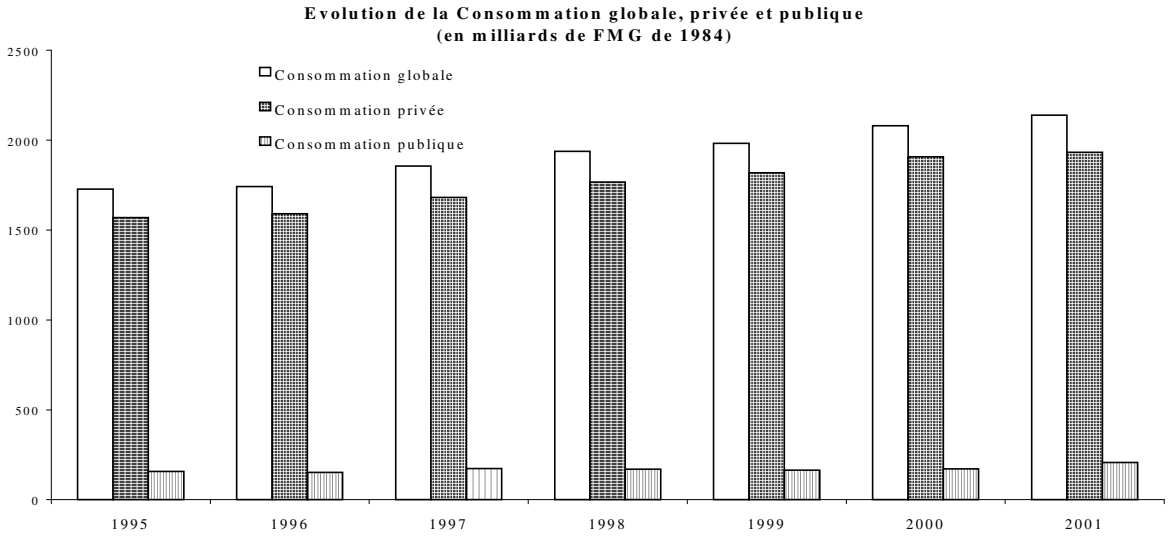
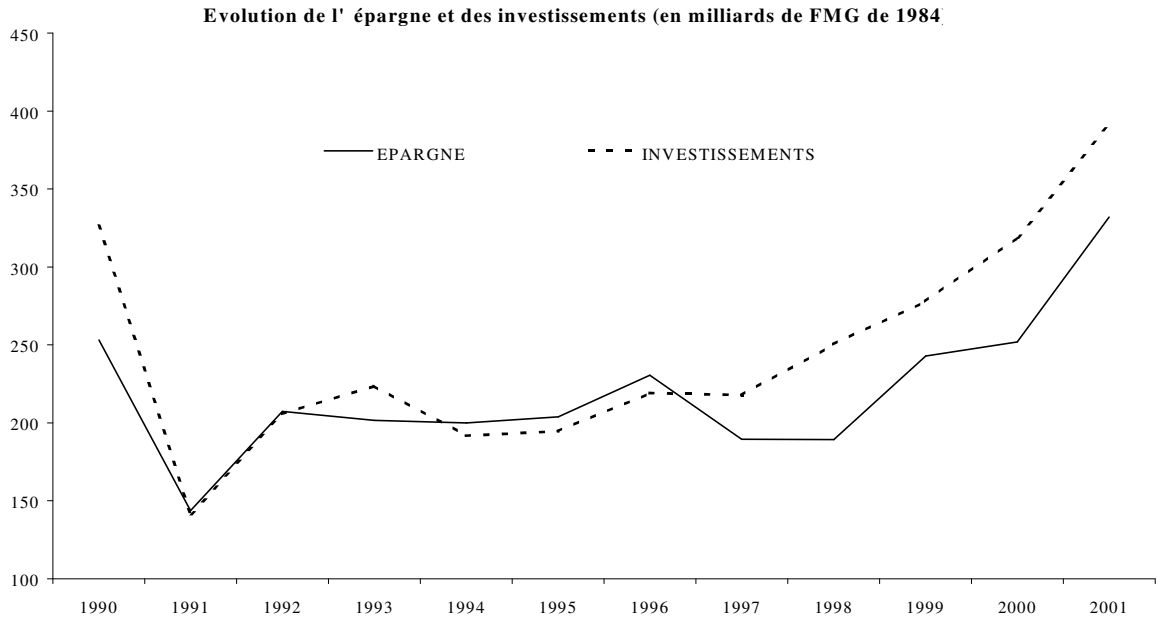


Fig.2



1.2-LA PRODUCTION AGRICOLE

Contrairement à l'année 2000 qui a été marquée par des conditions climatiques des moins favorables et des invasions sporadiques de criquets, l'année 2001 a tiré profit d'un bilan pluviométrique largement positif et d'un résultat très satisfaisant sur le plan de la lutte antiacridienne. Ainsi, globalement la campagne agricole 2001 a été bonne presque sur toute l'étendue du territoire. Grâce à une nette amélioration du rendement, en général, la production a fait ressortir un taux d'augmentation significatif.

T3. Production des principaux produits agricoles

	PRODUCTIONS (milliers de tonnes)			Variation (en %)	
	1999	2000	2001	2000/1999	2001/2000
CULTURES VIVRIERES					
Paddy	2 570,0	2 480,0	2 662,0	-3,5	7,3
Manioc	2 461,0	2 463,0	2 510,0	0,1	1,9
Maïs	175,0	170,0	180,0	-2,9	5,9
Patates douces	522,0	513,0	523,0	-1,7	1,9
Pommes de terre	291,0	287,0	295,0	-1,4	2,8
CULTURES D'EXPORTATIONS					
Café	65,0	58,1	64,5	-10,6	11,0
Vanille verte	5,4	4,4	4,6	-18,5	4,5
Girofle	12,5	11,8	11,8	-5,6	0,0
Poivre	1,6	1,6	1,6	0,0	0,0
Cacao	4,3	4,4	4,4	2,3	0,0
Pois du Cap	8,0	7,5	7,4	-6,3	-1,3
Sisal	17,0	17,1	17,1	0,6	0,0
CULTURES INDUSTRIELLES					
Coton (graine)	34,6	27,4	...	-20,8	
Canne à sucre	2 180,0	2 188,6	2 208,5	0,4	0,9
Arachide (coque)	34,5	35,0	35,2	1,4	0,6

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

1.2.1-LES CULTURES VIVRIERES

Dans l'ensemble, **les cultures vivrières** ont affiché de bons résultats. La production nationale de riz, du fait d'un gain en rendement moyen de 0,15 tonne/Ha, s'est accrue de 7,3 pour cent, contre une baisse de 3,5 pour cent en 2000 (2,66 millions de tonnes, après 2,48 millions en 2000).

Pour le **manioc**, deuxième produit vivrier de grande consommation, sur une superficie totale équivalente à l'an passé, une légère augmentation du rendement moyen (7,13 tonnes/Ha, contre 7,06 tonnes/Ha en 2000), a permis un accroissement de la production de 1,9 pour cent, après 0,1 pour cent un an auparavant.

Du fait de l'extension des superficies ensemencées conjuguée à un niveau de rendement amélioré (0,92 tonne/Ha, après 0,88 tonne/Ha, en 2000), la hausse de production a été particulièrement marquée pour **le maïs** (+5,9%, au lieu d'une baisse de 2,9% en 2000).

Après un recul de 1,7 pour cent en 2000, la production de **patate douce** a progressé de 1,9 pour cent suite à un meilleur rendement (5,75 tonnes/Ha, contre 5,63 tonnes/Ha en 2000). Concernant **la pomme de terre**, du fait de la pratique des cultures de contre saison et de l'amélioration du rendement (5,96 tonnes/Ha, au lieu de 5,82 tonnes/Ha en 2000), la production a augmenté de 2,8 pour cent, contre -1,4 pour cent en 2000.

1.2.2-LES PRODUITS D'EXPORTATION

La longue période d'accalmie observée au cours de la saison d'activité cyclonique a préservé le groupe de cultures d'exportation contre les destructions de récolte. La production s'en est ressentie favorablement.

La production de **café**, après la chute de l'année passée (-10,6%), a retrouvé le niveau de 1999 (+11,0%) grâce à une augmentation des superficies récoltées.

Pour **la vanille**, la production s'est également redressée, sans toutefois atteindre le niveau de 8,0 pour cent de 1999 (+4,5%, contre -18,5% en 2000). Les productions des autres produits, tels que **le girofle, le poivre, le cacao**, sont restées stationnaires.

1.2.3-LES PRODUITS DE BASE INDUSTRIELS

En ce qui concerne **les cultures industrielles**, la faible progression de la production de **canne à sucre** (+0,9%, après +0,4% en 2000) est liée aux difficultés de certaines unités sucrières confrontées à l'obsolescence de l'équipement et des problèmes financiers.

Pour le **coton graine**, contrairement à la campagne 2000 où la production a reculé de 20,8 pour cent, le rétablissement de bonnes conditions climatiques, donc l'amélioration du bilan hydraulique, devrait faire augmenter la production, mais l'absence de données ne permet pas d'en apprécier l'évolution. Le cas se présente également pour **le tabac**.

En l'absence d'unités d'huilerie à grande échelle, la production de la filière **arachide coque** a toujours stagné autour de 35 000 tonnes depuis des années. En 2001, elle a augmenté de 0,6 pour cent, après 1,4 pour cent un an auparavant.

1.3-LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Malgré les bonnes performances au niveau de la production, quelques problèmes tels que les difficultés de trésorerie et d'approvisionnement constituent toujours des entraves au développement du secteur. En revanche, l'obsolescence de l'outil industriel et l'insuffisance de l'équipement ont été en partie solutionnées, grâce à l'amélioration des conditions de crédits bancaires à long et moyen termes.

1.3.1-L'ENERGIE

Pour des raisons d'ordre technique, la production de **produits pétroliers** a accusé une chute de 30,2 pour cent, après une baisse de 2,7 pour cent en 2000. Le problème s'est situé essentiellement au niveau de l'unité de raffinage où le taux de fonctionnement s'est contracté, à cause d'arrêts fréquents survenus durant trois mois et l'arrêt total programmé pendant les deux derniers mois de l'année pour entretien et maintenance. Dans le but de compléter l'insuffisance de la production, des importations d'appoint de produits finis ont été opérées ; mais leur progression a été moindre par rapport à 2000 (+19,1%, contre +28,8%).

T4. Production des produits pétroliers

	Production (en M3)			Variation (en %)	
	1999	2000	2001	2000/1999	2001/2000
GAZ	9 607	7 316	6 698	-23,8	-8,4
ESSENCES	98 010	90 714	78 238	-7,4	-13,7
KEROSENE	65 038	66 444	53 005	2,2	-20,2
GAS OIL	117 485	108 604	95 391	-7,6	-12,2
FUEL OIL	187 887	192 053	91 451	2,2	-52,4
TOTAL	478 027	465 131	324 783	-2,7	-30,2

Source : Office Malgache des Hydrocarbures

Dans la branche **électricité**, la production s'est accrue de 6,9 pour cent, contre 8,1 pour cent en 2000. Cette évolution est étroitement liée à celle de la consommation des utilisateurs. Cette dernière n'a cessé de croître au cours de ces dernières années, mais avec un taux moins élevé en 2001 (+4,5%, contre +7,9% en 2000). Les causes de la hausse de la consommation sont de deux ordres : l'augmentation de connections au réseau émanant des ménages, du fait de l'amélioration de leurs revenus d'une part, et d'autre part, le développement du secteur industriel, principalement, des entreprises franches.

T5. Production et consommation d'électricité
(en millions de KWH)

				Variation (en %)	
	1999	2000	2001	2000/1999	2000/2001
PRODUCTION	721,29	779,85	833,94	8,1	6,9
Hydraulique	515,37	539,65	563,96	4,7	4,5
Thermique	205,92	240,20	269,98	16,6	12,4
CONSOMMATION	571,47	616,51	644,24	7,9	4,5
Eclairage public	8,33	8,84	9,31	6,0	5,3
Ménages	253,63	281,25	298,18	10,9	6,0
Autres	309,52	326,42	336,75	5,5	3,2

Source : JIRAMA

1.3.2-LES INDUSTRIES DE DROIT COMMUN

Dans l'ensemble, en 2001, l'industrie minière s'est heurtée à un rétrécissement du marché extérieur. En particulier, les deux principaux produits miniers d'exportation ont été frappés de mévente d'une ampleur telle que leurs productions ont chuté. La production de graphite a ainsi subi une baisse de 95,0 pour cent, contre une hausse de 177,8 pour cent en 2000, et la production de chromite n'a plus représenté qu'un peu plus du sixième de la

réalisation de 2000, soit 23 637 tonnes, contre 131 293 tonnes en 2000 (-82,0%). La perte de marché a résulté du manque de compétitivité de ces produits vis-à-vis de ceux des grands pays producteurs, tels que la Chine et le Brésil pour le graphite, l'Afrique du Sud pour la chromite. Au contraire, du fait de l'augmentation du nombre d'exploitants (soit 3, au lieu de 1 en 2000), la production de mica s'est accrue (+37,2%, après +21,7 en 2000). Quoiqu'il en soit, ce produit a rencontré également un problème de débouchés extérieurs.

T6. Produits miniers

	Production (en tonnes métriques)			Variation (en %)	
	1999	2000	2001	2000/1999	2000/2001
GRAPHITE	14 516	40 328	2 013	177,8	-95,0
CHROMITE	144	131 293	23 637	91 075,7	-82,0
MICA	54	66	90	21,7	37,2
SAPHIR	4	5	...	23,7	

Source : Direction des Mines

Dans l'agro-industrie, l'indice de production a enregistré une hausse de 8,1 pour cent, après seulement 2,0 pour cent en 2000. Toutes les entreprises du groupe ont contribué à ce résultat. Les plus remarquables ont été les industries sucrières dont la production, au niveau de l'ensemble, s'est redressée (+8,7%, après +1,8% en 2000 et 1999), ensuite les fabriques de fibre en sisal, avec un bond de 10,7 pour cent, après une baisse de 10,1 pour cent en 2000.

L'industrie alimentaire a consolidé la remontée de production réalisée en 2000, avec un taux d'augmentation de deux fois supérieur (+9,7%, après 4,7% en 2000). Le sous-groupe abattage industriel est apparemment sorti de sa morosité en réalisant, pour l'abattage de bovins, une augmentation de 22,4 pour cent, contre une baisse de 2,3 pour cent sur deux années successives, et plus de 14,5 pour cent pour l'abattage de porcs, au lieu de moins 2,3 pour cent également sur deux ans. La chocolaterie reste la plus dynamique, avec un accroissement de 83,0 pour cent, après 66,0 pour cent en 2000.

L'industrie des boissons et tabacs, après la hausse exceptionnelle de 92,1 pour cent en 1999, a vu tomber sa croissance à 5,9 pour cent en 2000 et remonter ensuite à 7,4 pour cent en 2001. En fait, la situation du groupe a été fortement marquée par l'évolution de la production des boissons (+103,2% en 1999, +5,8% en 2000 et +7,5% en 2001). L'industrie des tabacs a progressé à un rythme régulier (+7,2%, après +7,8% en 2000).

Le groupe industrie chimique est formé de l'industrie des corps gras, qui a enregistré un accroissement de la production de 5,3 pour cent, après 4,1 pour cent en 2000, et de l'industrie chimique, dont l'indice de production a fait un bond de 32,7 pour cent, contre une baisse de 3,4 pour cent en 2000. Cela est dû à la production d'acétylène qui est montée d'un cran à 230,7 pour cent, contre une baisse de 74,4 pour cent en 2000. En plus, les produits pharmaceutiques ont progressé au taux de 43,4 pour cent, après seulement 5,9 pour cent en 2000.

Après les baisses successives des trois dernières années, l'industrie textile a redressé sa production avec un accroissement considérable de 30,3 pour cent, au lieu de -13,7 pour cent en 2000. Par contre, la production de la filière habillement est demeuré très instable en présentant une variation annuelle très erratique (-11,5 % en 1999, contre +137,5 % en 2000 et +5,5% en 2001).

La production de matériaux de construction s'est encore accrue de 5,0 pour cent après 6,2 pour cent en 2000 ; tandis que l'industrie métallique, après une chute de production de 27,7 pour cent l'an passé, a augmenté de 36,7 pour cent, résultat expliqué essentiellement par l'accroissement de la production de tôles qui est passé de -41,3 pour cent en 2000, à +62,0 pour cent en 2001.

L'industrie du papier n'a pas pu réitérer sa performance de l'année passée. En effet, confrontée à une vive concurrence des produits importés, la production de la branche a subi une baisse de 19,7 pour cent, contre une hausse remarquable de 52,7 pour cent en 2000.

1.3.3-LES ENTREPRISES FRANCHES

L'ouverture du marché américain a promu le développement de l'activité des entreprises franches. Sur le plan de l'emploi, le secteur a beaucoup contribué au développement du marché du travail.

Pour l'année 2001, le taux de croissance de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises franches a enregistré une augmentation de 40 pour cent par rapport à l'année 2000. La répartition par groupe de produits montre que les unités de fabrication de textiles et de fabrication d'articles d'habillement sont les plus nombreuses. A elles seules, ces deux groupes fournissent près de 90 pour cent de la production totale en valeur des entreprises franches. En 2001, en glissement annuel, leurs volumes de production ont augmenté respectivement de 65,5 pour cent et 16,3 pour cent par rapport à l'année 2000. Pour les autres groupes, la forte croissance de la production du groupe « produits alimentaires » mérite d'être relevée (+138,6%).

1.4-LA PRODUCTION DU SECTEUR DES SERVICES

Depuis la moitié des années quatre-vingt-dix, l'activité de service a fait preuve d'un dynamisme certain. L'année 2001 s'inscrit dans cette tendance pour les différentes branches du secteur en affichant indistinctement un taux de croissance positif.

L'activité de la branche bâtiments et travaux publics a progressé de façon permanente, impulsée par la politique gouvernementale de logement. La croissance de la production est montée à 13,5 pour cent, après 11,1 pour cent en 2000, et 11,6 pour cent en 1999. Ce résultat est également à rapprocher à l'édification de bâtiments d'usine favorisée par l'essor des entreprises franches, et à la poursuite de travaux de réhabilitation des routes.

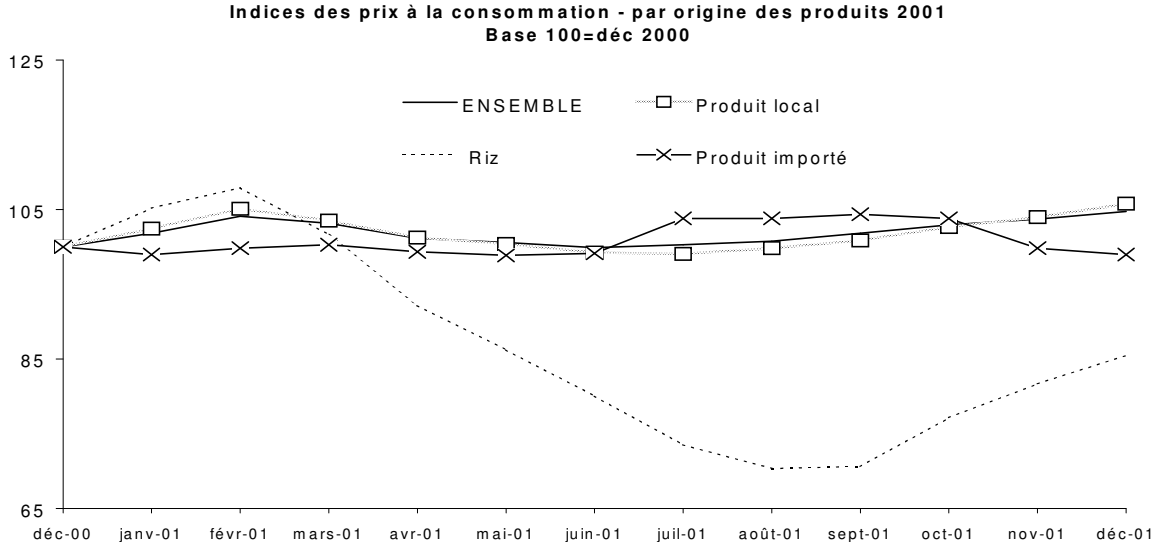
Etant donné leur interdépendance professionnelle, la performance du secteur transport est largement tributaire du niveau d'activité des autres secteurs. C'est ainsi que le développement des secteurs agricole, industriel et, en particulier, le commerce qui a progressé à un taux de croissance plus élevé (+4,3% après +2,8%), s'est reflété sur les transports de marchandises lesquels ont enregistré une augmentation de 5,6 pour cent, contre 4,5 pour cent en 2000. Pour sa part, l'essor du tourisme a activé le redressement des transports de voyageurs, notamment des services de ligne, dont la variation annuelle est redevenue positive (+5,9%, au lieu de -2,9% en 2000).

L'activité bancaire a gardé un rythme de croissance élevé, quoiqu'en léger recul (+8,1%, après +9,4%). De son côté, les services d'assurances sont restés dynamiques avec un accroissement annuel constant de 7,5 pour cent sur les deux dernières années.

1.5-L'EVOLUTION DES PRIX

Pour l'année 2001, les prix de détail ont poursuivi le mouvement au ralenti amorcé en 2000. En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation a évolué deux fois moins vite qu'un an auparavant, soit 4,8 pour cent, après 10,0 pour cent en 2000.

Fig.3



Mesurée en variation mensuelle, la hausse des prix du dernier trimestre de l'an 2000 qui s'est prolongée sur les deux premiers mois de 2001, a été fortement marquée par l'augmentation des prix des produits alimentaires (5,3% en janvier), elle-même consécutive à l'insuffisance de l'offre de ces denrées, en raison des problèmes de leur acheminement vers les grands centres urbains. Après cela, la forte détente des prix, qui est intervenue sur quatre mois, a résulté principalement de la baisse continue du prix du riz, engendrée par une bonne récolte qui est renforcée, en outre, par une importation massive. Pendant le second semestre, cette situation d'abondance a quelque peu atténué l'effet expansif de la soudure sur les prix et donc a maintenu sa progression sur un rythme modéré (+0,4% en juillet , et +1,0% en décembre 2001).

Par ailleurs, la stabilité du prix des carburants et l'appréciation du FMG, qui a eu un impact sur le niveau des prix importés, ont contribué de façon non négligeable à la faiblesse de l'indice d'ensemble.

Ces résultats en matière d'inflation (4,8% pour le glissement annuel de l'IPC et 7,4% pour le déflateur du PIB) ne reflètent pas les conditions monétaires. Ces dernières sont caractérisées en 2001 par un large excédent de l'expansion monétaire (24,4%) sur la croissance de la production (6,0%). Comme en 2000, ce retard de l'ajustement des prix traduit leur inertie et, pour l'année 2001, cela a été favorisé par l'appréciation du FMG.

CHAPITRE II: LE SECTEUR EXTERIEUR

L'évolution défavorable de la conjoncture internationale, marquée notamment par le recul de la croissance économique mondiale n'a pas eu apparemment d'effets négatifs sur l'économie malgache, si l'on se réfère à la situation des paiements extérieurs. Au contraire, on a relevé une nette amélioration du solde global de la balance des paiements, sous l'effet d'une remarquable réduction du déficit courant, ainsi que l'afflux des financements extérieurs. Ce qui a permis à la Banque Centrale d'accumuler près de 99 millions de DTS de réserves en devises, les ramenant à un niveau équivalant à 14 semaines d'importations de biens et services non facteurs. Telle amélioration a par ailleurs entraîné une certaine abondance de l'offre de devises sur le marché des changes comparativement à la demande qui, conjuguée avec la dépréciation même de l'euro par rapport au dollar sur le marché international, se sont traduites par une appréciation nominale de 3,8 pour cent du franc malgache, en termes de fin de période. Toutefois, cette appréciation, accompagnée d'un taux d'inflation domestique assez élevé par rapport à l'ensemble des pays partenaires commerciaux, a abouti à une légère détérioration de 5,3 pour cent de la compétitivité externe du pays.

2.1-LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le **solde global** de la balance des paiements a affiché un excédent de 21,8 millions de DTS, contre un déficit de près de 35 millions l'année dernière. Le déficit courant s'est nettement replié et a été plus que compensé par le solde positif des opérations en capital et financier.

T7. Balance des paiements 1999 –2001
(en millions de DTS)

	1999	2000	2001
COMPTE COURANT	**-155,0**	**-164,2**	**-72,8**
BIENS ET SERVICES	**-216,2**	**-201,9**	**-124,1**
Balance commerciale	**-116,1**	**-69,2**	**1,6**
Exportations	427,5	638,4	747,9
Importations	-543,6	-707,6	-746,2
Services nets	**-100,1**	**-132,7**	**-125,8**
Recettes de services	237,6	276,1	276,3
Paiements de services	-337,7	-408,8	-402,2
- Frets, assurances et transports	-125,6	-163,8	-182,1
- Voyages	-81,4	-87,9	-102,1
- Services privés	-43,1	-61,0	-50,0
- Services publics	-87,6	-96,0	-68,0
REVENUS	**-31,4**	**-47,9**	**-63,5**
Recettes	15,1	16,9	18,7
Rémunérations des salariés	8,5	8,5	8,5
Revenus des investissements	6,6	8,4	10,2
Paiements	-46,5	-64,8	-82,3
Rémunérations des salariés	-0,3	-1,1	-9,0
Revenus des investissements	-46,2	-63,7	-73,3
dont intérêts	-39,8	-43,7	-43,3
TRANSFERTS COURANTS	**92,6**	**85,6**	**114,6**
Transferts publics nets	25,8	16,4	24,9
Transferts privés nets	66,8	69,2	89,7
COMPTE CAPITAL ET FINANCIER	**145,0**	**129,3**	**95,0**
TRANSFERTS DE CAPITAUX	**94,2**	**87,2**	**88,6**
Transferts publics	94,2	87,2	88,6
COMPTE FINANCIER	**43,5**	**36,9**	**89,6**
Investissements directs	42,7	52,9	73,1
dont recettes de privatisations	15,4	5,3	10,9
Autres investissements	0,8	-16,0	16,6
Secteur public	-9,0	8,8	12,8
- Tirages publics	68,1	87,0	90,2
- Amortissements	-77,1	-78,2	-77,4
Secteur privé	6,9	0,0	0,0
- Tirages	6,9	0,0	0,0
Banques commerciales (net)	2,9	-24,9	3,8
AUTRES (y.c erreurs et omissions)	**7,3**	**5,2**	**-83,5**
BALANCE GLOBALE	**-10,0**	**-34,9**	**21,8**
FINANCEMENT	**10,0**	**34,9**	**-21,8**
DETTES REAMENAGEES	**40,8**	**59,6**	**55,8**
FMI NET	**10,0**	**34,8**	**21,4**
Achats	13,8	38,6	22,7
Rachats	-3,8	-3,8	-1,3
VARIATIONS DES ARRIERES (accumulation: +)	**3,1**	**-5,7**	**0,0**
VARIATION DE LA RESERVE DE CHANGE (augmentation: -)	**-43,9**	**-53,8**	**-99,1**

2.1.1-LE COMPTE COURANT

Le **déficit courant**, en se chiffrant à 72,8 millions de DTS, s'est situé à un niveau nettement en deçà de celui de 2000, en raison principalement de l'amélioration sans précédente de la balance commerciale, et, dans une moindre mesure, de l'accroissement de l'excédent des transferts courants nets, lequel a largement dépassé le surplus de paiements enregistré du côté des revenus. Rapproché au PIB nominal, le déficit courant n'a plus représenté que 2,4 pour cent, contre 5,5 pour cent en 2000.

2.1.1.1-Les biens et services

Les transactions en **biens et en services** se sont mieux comportées avec un déficit ramené à 124,1 millions de DTS, soit en baisse de près de 38,5 pour cent.

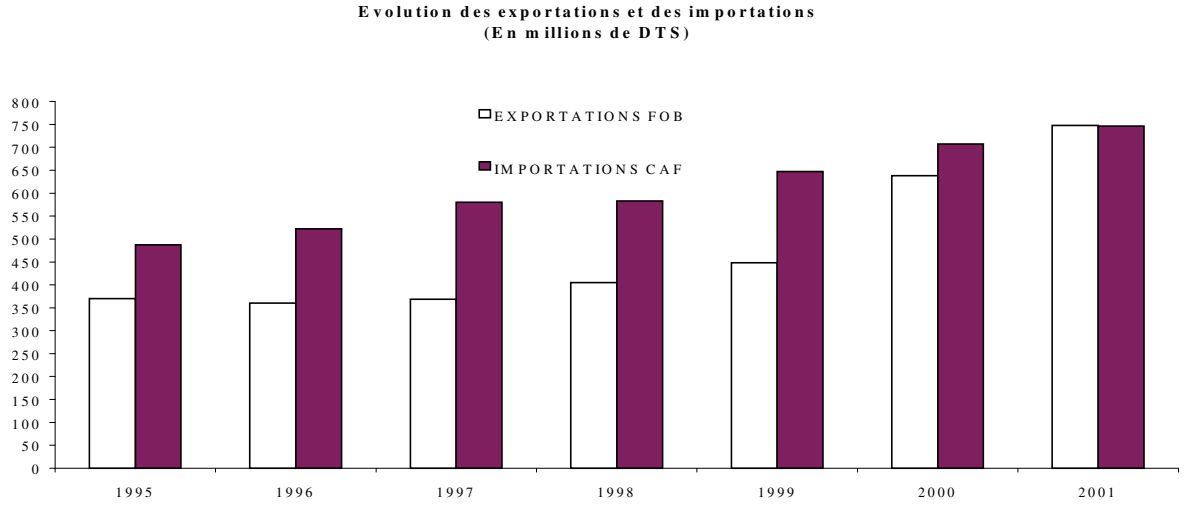
2.1.1.1.1-Le commerce de biens

En dépit de la décélération globale du niveau de la demande mondiale, découlant du ralentissement de la croissance économique, le **commerce de biens** a présenté un bilan qu'on peut qualifier de positif avec une balance commerciale presque en équilibre. Les exportations se sont accrues plus fortement (+17,1%) que les importations (+5,5%), relevant ainsi le taux de couverture des importations par les exportations de 76,5 pour cent en 2000 à 85,0 pour cent en 2001.

Par ailleurs, la hausse de 12,6 pour cent de l'indice des prix des exportations, conjuguée à la quasi stagnation de celui des importations (-0,6%), ont renforcé l'amélioration de l'indice des termes de l'échange, déjà amorcée en 2000 (+13,3%).

Néanmoins, le degré d'ouverture de l'économie a baissé de 48,9 pour cent à 45,7 entre les deux années, compte tenu de la forte progression du PIB nominal par rapport à la somme des exportations et des importations.

Fig.4



A/ Les exportations

La valeur totale FOB des **exportations** a atteint 747,9 millions de DTS, soit une progression de 17,1 pour cent, traduisant à la fois une hausse en volume de 4,1 pour cent et une amélioration du prix unitaire de 12,6 pour cent. Toutefois, le taux d'effort à l'exportation est resté stationnaire autour de 21 pour cent. Cette évolution provient, entre autres, de l'accélération exceptionnelle des exportations de produits agricoles, et, dans une moindre mesure, des exportations des produits manufacturés, notamment celles des entreprises franches industrielles, lesquelles ont évolué de 7,7 pour cent et ont contribué pour 35,7 pour cent des recettes totales.

Les exportations des principaux produits agricoles se sont chiffrées à 213,0 millions de DTS contre seulement 88,9 millions de DTS l'année dernière. Près de 96 pour cent des recettes proviennent de la vanille et du girofle. Cette évolution est exceptionnelle car elle résulte principalement de l'environnement économique favorable, notamment celui des prix.

Pour la filière ***vanille***, l'année 2001 a été sans conteste une année faste. La valeur des exportations a triplé suite à la forte progression du prix de vente sur le marché (170$/kg, soit +135,5%), entraînant ainsi une accélération du volume expédié (1 640 tonnes contre 1 310 tonnes en 2000). Cet accroissement du prix est dû à l'insuffisance de l'offre présentée sur le marché, liée à la diminution de la récolte indonésienne, ainsi qu'à une certaine amélioration de la qualité de la vanille malgache. Les débouchés malgaches sont encore composés essentiellement des marchés européens (France, Allemagne, Angleterre,…) et américains.

Atteignant 75,4 millions de DTS, soit plus que le double des réalisations en 2000, les exportations de ***girofle*** ont été aussi exceptionnelles. Les niveaux, aussi bien du prix de vente de 3,7DTS/kg que du volume exporté de 20 160 tonnes, n'ont été atteints depuis près de deux décennies.

La dégradation de la filière ***café***, déjà amorcée en 1997, s'est encore accentuée en raison essentiellement de la détérioration continue du prix sur le marché international (5,8%). Cette situation a suscité une certaine démotivation des producteurs et des exportateurs et a finalement abouti à un net recul du volume exporté (-52,2%), malgré la hausse de 11,0 pour cent du volume de la production.

Le prix de vente du café malgache sur le marché international a chuté à 0,4 DTS/kg (0,53$/kg), suite à un excès de l'offre sur le marché et à une forte concurrence des principaux pays producteurs de l'Amérique latine et du Sud Est asiatique (plus spécialement le Vietnam et l'Indonésie), qui sont en mesure de proposer des prix très bas.

Les exportations des **autres produits non agricoles** ont enregistré un recul de 11,7 pour cent pour s'établir à 223,0 millions de DTS. En conséquence, sa part sur les recettes totales s'est trouvée diminuée (29,8% seulement contre presque 40% en 2000). Les exportations de crevettes, de tissus de coton, de produits pétroliers, et de sucre sont toujours les plus importantes.

Les exportations de ***crevettes*** ont généré cette année 72,7 millions de DTS, soit en augmentation de 21,7 pour cent. Ce résultat est imputable à la progression de près de 10 pour cent aussi bien du prix que du volume exporté. La hausse en volume provient notamment de l'amélioration de la production des fermes d'aquaculture, ainsi qu'à l'élargissement de la

superficie des bassins d'élevage. L'Europe reste encore le principal destinataire (France, Pays-Bas, Belgique, Espagne,...) ; viennent ensuite le Japon, les îles de la Réunion et Maurice.

T8. Evolution des exportations de biens :2000-2001
(V : en millions de DTS - Q : en milliers de tonnes)

	2000		2001		Variation
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	de la valeur en %
PRODUITS AGRICOLES	**89,0**		**213,0**		**139,4**
Café	6,2	13,0	2,5	6,2	-59,7
Vanille	43,7	1,3	128,8	1,6	194,8
Girofle	34,6	14,9	75,4	20,2	118,1
Poivre	1,1	0,6	1,1	0,7	-0,9
Cacao	2,0	2,6	2,5	3,2	25,5
Sisal	1,5	5,3	2,7	11,2	89,0
PRODUITS NON AGRICOLES	**252,5**		**223,0**		**-11,7**
DONT :					
Crevettes	59,7	10,8	72,7	12,0	21,7
Sucre	4,2	14,0	5,4	21,0	27,7
Viande	0,0	0,1	0,0	0,0	-25,0
Tissus de coton	25,7	4,3	17,5	6,0	-31,9
Produits pétroliers	20,3	101,9	10,0	103,4	-50,8
Chromite	5,3	118,0	5,1	125,0	-2,5
Graphite	5,6	12,7	3,1	9,6	-43,7
Essence de girofle	4,0	1,2	9,2	1,1	129,8
SOUS-TOTAL	**341,5**		**436,0**		**27,7**
AUTRES REGIMES DOUANIERS	47,1		43,0		-8,6
ZONES FRANCHES INDUSTR.	248,1		267,2		7,7
TOTAL FOB	**636,6**		**746,2**		**17,2**
Frais de transformation et réparation	0,1		0,1		
Achats de biens dans les ports / transporteurs	1,7		1,7		**0,0**
TOTAL	**638,41**		**747,96**		**17,16**

Les exportations de ***tissus de coton*** ont enregistré un recul en valeur de près de 32 pour cent en dépit de la hausse de 38,3 pour cent du volume exporté. En fait, la baisse est attribuable à la dégradation du prix de vente expliquée en partie par la chute du cours du coton sur le marché international.

En ce qui concerne les exportations de ***produits pétroliers,*** dont principalement le fuel-oil, on a enregistré une contraction de près de 50 pour cent des recettes (10 millions de DTS) à cause de la diminution du prix de vente que l'accroissement du tonnage exporté n'a pas compensé (103 350 tonnes).

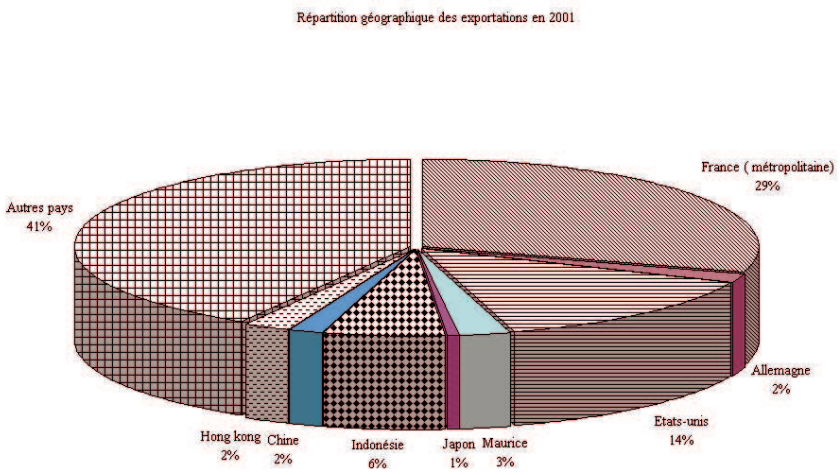
Pour le ***sucre***, le volume exporté est revenu à son niveau normal de 21 000 tonnes, après le léger fléchissement enregistré en 2000. Toutefois, suite à une certaine détérioration du prix, les recettes réalisées de 5,4 millions de DTS n'ont que faiblement progressé (4,2 millions de DTS en 2000). Si le quota à destination des Etats Unis (7 500 tonnes) a été plus ou moins respecté, les exportations vers l'Europe par contre n'ont atteint que 5 000 tonnes environ (contre un quota annuel de 12 500 tonnes). En fait, la SIRAMA, principale société exportatrice, a été contrainte d'exporter sur des marchés libres, afin de respecter ses engagements, à savoir le remboursement en 2001 des importations de sucre effectuées en 2000.

Enfin, il y a également lieu de mentionner l'évolution remarquable des exportations de conserves de thons ces dernières années. Elles sont en grande partie expédiées vers l'Europe (Allemagne, France, Danemark,…), et se sont valorisées à un peu moins de 20 millions de DTS en 2001 et à 16 millions en 2000.

En ce qui concerne les **entreprises franches industrielles,** leurs exportations se sont chiffrées à 267,2 millions de DTS, contre 248,1 millions de DTS en 2000. Cette croissance est assez faible, eu égard à la nouvelle opportunité de marché offerte par les Etats-Unis dans le cadre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA). En effet, bien que le début des opérations ait eu lieu vers le début du second trimestre de l'année, il semble que le surplus d'exportations y afférentes n'est pas encore significatif. Le problème repose notamment sur la capacité de production même des entreprises. En fait, bien avant même l'agrément du pays au titre de l'AGOA, ces dernières avaient déjà fonctionné généralement avec un taux élevé d'utilisation de leurs capacités de production. Ainsi, la satisfaction de nouveaux marchés nécessite préalablement le renforcement des moyens, lequel ne pourrait être réalisé à court terme. L'effet ne serait donc ressenti pleinement qu'à moyen terme.

Pour ce qui est de la **répartition géographique des exportations**, la France reste le premier pays destinataire bien que sa part de marché ait sensiblement baissé (29,7% contre 39,8% en 2000). Elle est suivie par les Etats-Unis et l'Asie avec à peu près 13% chacun en moyenne.

Fig.5



B/ Les importations

Les importations, en totalisant 746,2 millions de DTS, ont plus ou moins suivi l'allure de l'évolution de la croissance économique enregistrée au cours de l'année, avec une hausse de 5,5 pour cent. D'une part, on a assisté à une accélération des importations de biens d'alimentation et des biens de consommation, et d'autre part à un certain ralentissement de celles de l'énergie et de matières premières. Les importations des entreprises franches industrielles ont aussi connu un accroissement notable de 26,0 pour cent.

Globalement, **l'indice des prix** des importations a pratiquement stagné suite à la détente du cours du pétrole sur le marché international, et donc l'absence de tension inflationniste majeure. En dépit de cette évolution favorable du prix, **l'indice du volume** s'est pourtant contracté de 3,3 pour cent.

Le **degré de dépendance de l'économie** vis-à-vis de l'extérieur s'est contracté de 27,7 pour cent en 2000 à 24,7 pour cent en 2001 compte tenu de la faiblesse relative de la progression des importations par rapport à celle du PIB nominal.

T9. Evolution des importations 2000 – 2001
(en millions de DTS)

GROUPEMENTS D' UTILISATION	2000	2001	Variation en %
ALIMENTATION	58,4	65,7	12,6
Riz	30,7	36,8	19,7
Autres	27,7	29,0	4,7
ENERGIE	161,0	131,7	-18,2
Pétrole brut	92,0	62,6	-32,0
Produits Finis	68,4	69,2	1,1
Autres	0,6	0,0	-100,0
EQUIPEMENTS	126,6	128,7	1,7
MATIERES PREMIERES	123,1	103,1	-16,2
B. CONSOMMATION	85,4	103,9	21,6
SOUS – TOTAL	**554,4**	**533,2**	**-3,8**
AUTRES REGIMES DOUANIERS	84,6	101,0	19,4
ZONES FRANCHES INDUSTRIELLES	193,5	243,8	26,0
TOTAL CAF	**832,5**	**877,9**	**5,5**
TOTAL FOB	**707,6**	**746,2**	**5,5**

Les importations en **biens d'alimentation** ont progressé de 12,6 pour cent cette année atteignant 65,7 millions de DTS. Cette évolution s'explique principalement par l'accélération des importations de riz (36,8 millions de DTS).

Les importations d'**énergie** totalisant 131,8 millions de DTS se sont nettement repliées (-18,2%) par rapport à l'année précédente, malgré la détente du cours du pétrole brut sur le marché international. Le tonnage importé a fléchi en moyenne de 10 pour cent.

Les importations de pétrole brut se sont chiffrées à 62,6 millions de DTS. Elles ont diminué de 32,0 pour cent suite aux baisses conjointes du volume importé (-30,7%) et du prix (-5,0%). Le fléchissement en volume est imputable principalement au faible taux d'utilisation de la raffinerie de Tamatave, en liaison avec les arrêts fréquents survenus au cours de l'année (pannes techniques en février, août, et arrêts programmés pour entretiens en novembre et décembre). En outre, la demande du marché local a reculé de 1,6 pour cent et de surcroît, le pays avait encore disposé d'importants stocks, sur les opérations réalisées en 2000.

En ce qui concerne les importations de **produits finis** (essentiellement du gas-oil, de l'essence tourisme, et de jet fuel), leur valeur est restée stationnaire autour de 68 millions de DTS. Le volume importé s'est accru de près de 19 pour cent, mais cela a été compensé par le repli des prix sur le marché (-12,7%).

La valeur des importations de **biens d'équipement** est restée presque inchangée suite à la stagnation des prix et du volume importé.

Quant aux **matières premières**, elles ont même accusé un net recul de 16,2 pour cent, résultant d'une baisse de 14,2 pour cent du volume et de 3,3 pour cent du prix unitaire. Cette contraction s'explique par l'existence d'importants stocks non encore consommés à fin 2000, en raison d'une hausse exceptionnelle de 26,0 pour cent des importations y afférentes.

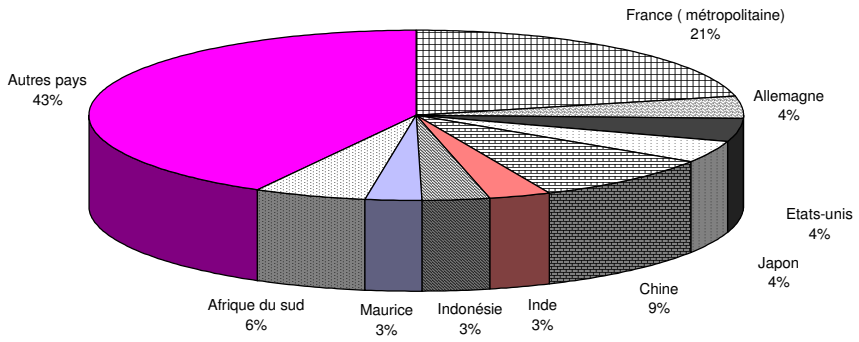
Les importations de **biens de consommation** ont connu un bond de 21,6 pour cent avec des réalisations de 103,9 millions de DTS. En réalité, il s'agit d'une reprise après la décélération constatée en 2000 (-24,2%). L'évolution de ces importations est liée aussi en partie à la croissance démographique de la population ainsi qu'au taux de croissance du secteur tertiaire.

En ce qui concerne les **entreprises franches industrielles**, leurs importations se sont fortement accrues, avec un montant atteignant 243,8 millions de DTS, soit 26,0 pour cent de plus qu'en 2000. Cette hausse est liée à l'augmentation des investissements apportés au niveau du secteur, d'une part, pour l'implantation des entreprises nouvellement agréées et, d'autre part, pour le renforcement des capacités de production des entreprises déjà existantes, pour faire face aux nouvelles opportunités offertes par l'AGOA.

Pour ce qui est de la **répartition géographique** des importations, la France demeure le principal fournisseur de Madagascar avec une part de marché de 21,5 pour cent. Viennent ensuite les pays de l'Asie et dont les plus importants sont la République de la Chine Populaire (9,1%) et le Japon (4,0%), mais également l'Inde et l'Indonésie avec une part chacune de 3,0 pour cent. Il y a lieu de noter, par ailleurs, le renforcement des importations en provenance des pays voisins comme l'Ile Maurice (2,9%) et l'Afrique du Sud (5,5%).

Fig.6

Répartition géographique des importations en 2001



2.1.1.1.2-Les services

En s'établissant à 125,8 millions de DTS, le déficit de la balance des services s'est amélioré de 5,2 pour cent, du fait de la diminution des paiements**.**

A/ Les recettes de services

Les recettes se sont stabilisées aux alentours de 276 millions de DTS. On a remarqué notamment une diminution sensible des recettes du secteur privé, laquelle heureusement a été compensée par la forte accélération de celles du secteur public.

Les recettes au titre des **frets et assurances** ont augmenté de 20,0 pour cent suite à la forte progression des exportations.

Contre toute attente, les **recettes touristiques** (90,2 millions de DTS, soit en baisse de 1,8%) ont été par contre décevantes, eu égard à l'événement exceptionnel qu'a pu bénéficier le pays cette année, à savoir l'observation de l'éclipse solaire vers le mois de juin. Cela est dû à la baisse des dépenses moyennes par touriste (530 DTS contre 574 DTS en 2000) alors que leur nombre a augmenté de 6,0 pour cent par rapport à 2000, soit 170 000. Ainsi l'amélioration des infrastructures d'accueil locales (augmentation de 8% du nombre des chambres des hôtels), ainsi que les diverses activités promotionnelles n'ont pas produit les effets escomptés.

Les recettes du **secteur public**, constituées principalement des approvisionnements effectués par les gouvernements étrangers et organismes internationaux installés dans le pays afin d'assurer leurs frais de fonctionnement sur place, ont atteint 54,6 millions de DTS, soit en progression de 56,3 pour cent.

Pour le **secteur privé**, les recettes sont tombées à 77,3 millions de DTS, présentant une décélération de 29,6 pour cent. Telle évolution s'explique par le ralentissement des fonds envoyés par les sociétés mères installées à l'étranger pour subvenir aux besoins de fonctionnement de leurs filiales se trouvant sur place. Cela dénote une amélioration des

activités de ces dernières, leur permettant de réduire le recours au financement auprès de leurs sociétés mères.

T10. Les recettes de services 2000 – 2001
(en millions de DTS)

RUBRIQUES	2000	2001	Variation en %
FRETS, ASSURANCES ET TRANSPORT	39,9	48,2	20,8
VOYAGES	91,9	90,2	-1,8
SERVICES PRIVES	105,6	77,3	-26,8
SERVICES PUBLICS	38,7	60,6	56,6
TOTAL	**276,1**	**276,3**	**0,1**

B/ Les paiements de services

Les paiements de services se sont élevés à 402,2 millions de DTS en 2001, contre 408,7 millions antérieurement. Les paiements au titre de frets, assurances et transports et ceux relatifs aux voyages des résidents se sont accrus respectivement de 11,2 et 16,2 pour cent. Les autres services payés par les secteurs privés et publics, par contre, ont baissé de 18,0 et 29,2 pour cent.

L'accélération des **frets et frais accessoires** est liée étroitement aux importations. Pour les **voyages**, elle traduit l'accroissement non négligeable du nombre des résidents en voyage à l'étranger, aussi bien à titre professionnel que personnel.

La décélération des **autres paiements de services**, aussi bien pour le secteur privé que public (dans le cadre de l'exécution du Programme d'Investissement Public), est imputable à un certain ralentissement des recours aux services des sociétés étrangères pour les divers études et travaux techniques.

T11. Les paiements de services 2000 – 2001
(en millions de DTS)

RUBRIQUES	**2000**	**2001**	**Variation**
FRETS, ASSURANCES ET TRANSPORT	163,8	182,1	11,2
VOYAGES	87,9	102,1	16,2
SERVICES PRIVES	61,0	50,0	-18,0
SERVICES PUBLICS	96,0	68,0	-29,2
TOTAL	**408,7**	**402,2**	**-1,6**

2.1.1.2-Les revenus

Le déficit du solde des revenus s'est situé à 63,5 millions de DTS, accusant ainsi une détérioration de 32,6 pour cent.

Les *recettes*, évaluées à 18,7 millions de DTS, ont affiché une hausse de 10,7 pour cent suite à une légère amélioration des produits financiers générés par les placements à l'extérieur des avoirs en devises du pays, elle-même en relation avec l'augmentation considérable des avoirs en devises de la Banque Centrale. Les rémunérations des travailleurs

nationaux à l'étranger, par contre, ont affiché le même niveau qu'en 2000, en se chiffrant à 8,5 millions de DTS.

Les *paiements,* de leur côté, ont nettement augmenté avec un montant total de 82,3 millions de DTS, soit une accélération de 27,0 pour cent, sous l'impulsion, primo, de la hausse des paiements au profit des travailleurs étrangers en service à Madagascar (9,0 contre 1,1 millions de DTS en 2000), et secundo, de l'accroissement des paiements effectués au titre de dividendes. Cette augmentation des dividendes payés témoigne également de l'amélioration de la situation financière des sociétés à participations étrangères implantées dans le pays.

2.1.1.3-Les transferts courants

Les transferts courants ont présenté un solde excédentaire de 114,6 millions de DTS, soit en progression de près de 33,9 pour cent, résultant des hausses simultanées des **transferts nets** dont ont bénéficié aussi bien le secteur public que privé.

Pour le *secteur public,* les bons résultats enregistrés au cours de l'année proviennent de l'afflux des aides non remboursables reçues de l'extérieur, plus particulièrement celles destinées pour le renflouement du budget de l'Etat. L'excédent aurait été même plus important sans le ralentissement des autres dons courants.

Les aides budgétaires ont atteint 36,7 millions de DTS, soit le double qu'en 2000. Elles se composent des 14,7 millions de l'Union Européenne dans le cadre du programme d'ajustement structurel, des 3,8 millions du gouvernement japonais. Les 18,8 millions restants ont été débloqués par la Banque Mondiale, le groupe de la Banque Africaine de Développement et le Fonds Monétaire International au titre de financement intérimaire, dans le cadre de l'initiative des pays pauvres très endettés.

Quant aux autres dons courants, nets des paiements au titre de bourses et de cotisations auprès des organismes internationaux, le solde est devenu déficitaire de 11,8 millions de DTS, contre un excédent de 0,6 million antérieurement. Telle évolution est expliquée en grande partie par la réduction des autres aides courantes en provenance du gouvernement japonais, notamment la fourniture de riz ou encore la fourniture de services et équipements pour l'appui aux divers projets de développement (2,76 millions de DTS en 2001 contre 8,4 millions en 2000). Le niveau des dons courants avec fonds de contrevaleur, de son côté, est resté stationnaire autour de 6,3 millions de DTS, dont presque la totalité a été fournie aussi par le Japon.

Pour le *secteur privé*, on a relevé une nette amélioration de l'excédent, lequel est passé de 69,2 millions en 2000 à presque 90 millions de DTS en 2001, du fait de la hausse substantielle des dons reçus par les différents organismes locaux privés (de 38 millions de DTS à 66 millions en 2001).

2.1.2-LE COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER

Le compte de capital et financier a connu une diminution nette du solde excédentaire, qui est passé de 129,3 à 95,0 millions de DTS de 2000 à 2001.

Les ***transferts de capitaux,*** composés uniquement des transferts reçus par le secteur public et rentrant dans le cadre du programme d'investissement public, n'ont pratiquement pas évolué, avec 88,6 millions de DTS. Les principaux donateurs demeurent encore l'Union Européenne, l'UNICEF et le PNUD pour les aides multilatérales, et l'USAID, l'Allemagne et l'AFD pour les aides bilatérales.

Pour le compte financier, on a noté surtout pour le secteur privé, une accélération des flux des investissements directs étrangers à Madagascar qui, excluant les recettes de privatisation de 10,9 millions de DTS, se sont chiffrés à 62,2 millions de DTS, soit 30,7 pour cent de plus. En outre, on a pu observer également un certain renversement de la tendance de l'évolution des réserves en devises des banques commerciales, avec une diminution de 3,8 millions en 2001, contre une accumulation de près de 25 millions de DTS en 2000.

En ce qui concerne *le secteur public*, les opérations financières n'ont que peu évolué, avec un tirage net positif de 12,8 millions de DTS, contre 8,8 millions pour l'année dernière. Le niveau des tirages sur emprunts extérieurs est resté plus ou moins stationnaire, avoisinant les 90 millions de DTS. Environ 60 millions de DTS ont servi au financement du programme d'investissement public (PIP), et le reliquat à l'appui aux besoins de fonctionnement de l'Etat (financements exceptionnels à titre d'aides budgétaires).

Pour le financement du PIP, le groupe de la Banque Mondiale reste le principal créancier, tandis que les aides budgétaires sont composées des déblocages reçus de la Banque Mondiale pour un montant total de 23,6 millions de DTS (au titre du crédit d'ajustement structurel CAS II), ainsi que des financements octroyés par le groupe BAD-FAD pour 2,7 millions de DTS (au titre d'assistance intérimaire dans le cadre de l'IPPTE).

Pour ce qui est du crédit à court terme, cette année a été marquée par l'apurement des crédits commerciaux pour le financement d'importations de produits pétroliers contractés en 2000 et s'élevant à 31 millions de DTS.

2.1.3-LA BALANCE GLOBALE ET SON FINANCEMENT

Bien que la balance globale ait été excédentaire, le pays a bénéficié d'un financement de 55,8 millions de DTS au titre **d'allégement sur les échéances courantes de la dette**, et conformément aux résolutions prises lors de la dernière réunion des pays membres du Club de Paris (CP 9).

En outre, les **opérations avec le FMI** se sont soldées par des achats nets (tirages nets) de 21,4 millions de DTS, suite au déblocage de 22,7 millions au titre des tranches de financement pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), ce qui a permis à la Banque Centrale de Madagascar (BCM) d'accumuler 99 millions de **réserves en devises** de plus, les amenant à un niveau équivalant à 14 semaines d'importations de biens et services non facteurs à la fin de l'année (contre 10 semaines à fin 2000).

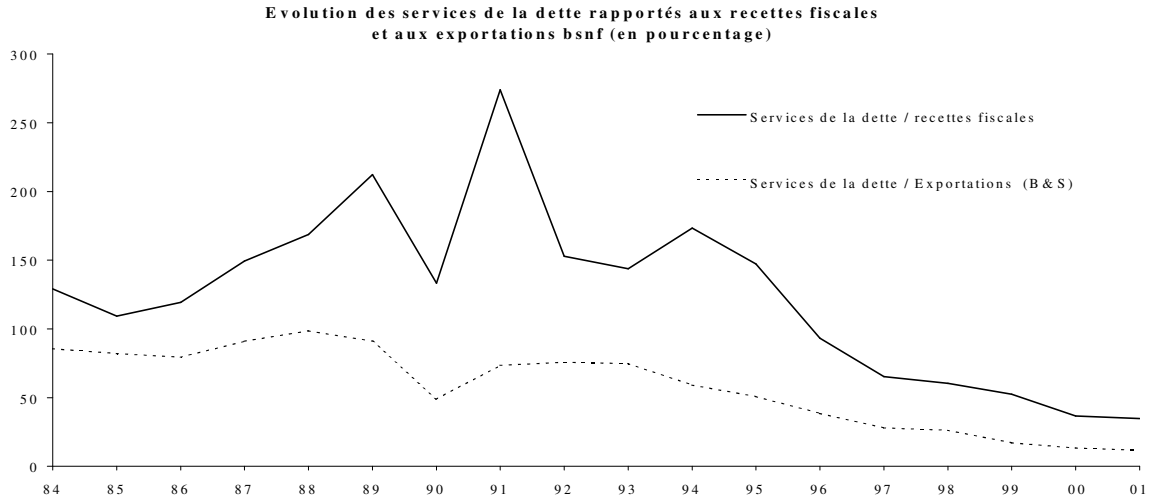
2.2-LA DETTE EXTERIEURE

2.2.1-LES CHARGES DE LA DETTE

Les charges courantes de la dette sont restées stables autour de 120,7 millions de DTS, et dont près de 94 pour cent reviennent à l'Etat, et près de deux tiers constituées des remboursements en capital. Les échéances dues aux pays membres du Club de Paris et aux organismes internationaux (notamment publics) ont représenté respectivement 68,4 millions de DTS (56,7%) et 46,7 millions de DTS (38,7%).

Face à cette stabilité, le poids des charges de la dette rapporté aux recettes fiscales s'est légèrement replié (34,9% contre 36,6% en 2000), mais demeure néanmoins important pour l'économie malgache. Il est à signaler également la sensible diminution du poids de ces charges comparativement aux exportations de biens et services non facteurs (11,8% contre 13,5% en 2000).

Fig.7



2.2.2-L'ENCOURS DE LA DETTE

L'encours total de la dette extérieure de Madagascar à la fin de l'année, et après réaménagements, s'est chiffré à 3 183,2 millions de DTS (y.c. les arriérés de paiements extérieurs), soit en augmentation de 7,6 pour cent. Près de 55 pour cent de ce stock revient aux organismes internationaux, et 32,7 pour cent aux pays membres du Club de Paris (y.c. La Russie).

L'augmentation de l'encours est étroitement liée, en premier lieu, aux nouveaux tirages nets effectués au cours de l'année, mais également à la capitalisation des intérêts réaménagés, particulièrement pour les charges vis-à-vis du Club de Paris.

La faible progression de l'encours, conjuguée à une hausse plus importante du PIB nominal, ont conduit à une amélioration du ratio de l'encours rapproché au PIB (89,5% contre 98,3% en 2000). Quant à la dette per capita, elle reste encore élevée avec 208,8 DTS, soit à peu près 276 $.

T12. Evolution des encours de la dette
(en millions de DTS)

	Encours de la dette sans APE		APE		Encours avec APE	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001
PAYS DE L' OCDE (C.P)	982,9	966,1	2,2	0,2	985,1	966,3
RUSSIE (post COD CP9)	75,4	75,4			75,4	75,4
ORGANISMES INTERNATIONAUX	1 502,6	1 750,4	0,0	0,1	1 502,6	1 750,5
AUTRES CREDITEURS OFFICIELS	11,9	13,8	338,3	338,8	350,2	352,6
BANQUES PRIVEES	0,2	0,1	2,6	3,0	2,8	3,1
PRETS PRIVES	2,8	1,9	17,2	14,9	20,0	16,8
FONDS ARABES	15,8	16,5	7,0	2,0	22,8	18,5
TOTAL	**2 591,7**	**2 824,2**	**367,3**	**359,0**	**2 959,0**	**3 183,2**

2.3-L'EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE ET DES OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE DE DEVISES

Les évolutions des opérations sur le **Marché Interbancaire de Devises** (MID) reflètent assez fidèlement l'amélioration de la situation économique globale du pays. Résultant de l'afflux des devises, le **taux de change nominal** du franc malgache par rapport à l'euro s'est apprécié de 3,8 pour cent en termes de fin de période (fin décembre), et de 5,7 pour cent en moyenne annuelle. Par ailleurs, le volume total des transactions s'est accru de 24,8 pour cent. Comme l'année précédente, le marché a toujours été caractérisé par une abondance de l'offre de devises comparativement à la demande, suscitée par une amélioration du solde net des opérations courantes. La Banque Centrale de Madagascar (BCM) a renforcé ses interventions au niveau des achats. Cette appréciation du franc malgache, conjuguée à un taux d'inflation nettement supérieur à l'ensemble de nos principaux partenaires, ont entraîné une détérioration de près de 5 pour cent de **l'indice de compétitivité externe du pays**.

2.3.1-L'EVOLUTION DES TRANSACTIONS

Le volume total des transactions a atteint 1 059,6 millions d'euros. Les opérations **de ventes des banques de dépôt**, en se chiffrant à 1 026,1 millions d'euros, ont progressé de 24,4 pour cent . Il en est de même pour leurs **achats** mais à un rythme relativement inférieur à celui des ventes (+20,6%). En contrepartie, les **achats de la Banque Centrale** ont connu une hausse significative, en passant de 188,4 à 262,6 millions d'euros . Ses **ventes,** de leur côté, n'ont progressé que très faiblement, avec seulement 33,5 millions d'euros.

T13. Récapitulatif des opérations sur le MID 2000 – 2001
(en millions d'euros sauf indication contraire)

	2000	2001	Variation en %
Taux de change moyen FMG/EURO			
décembre de l' année	6 087,0	5 857,0	-3,8
Moyenne annuelle	6 257,2	5 903,5	-5,7
Volume total des transactions	849,3	1 059,6	24,8
Opérations des banques de dépôt			
- achats	660,9	797,0	20,6
- ventes	824,8	1026,1	24,4
Opérations de la Banque Centrale			
- achats	188,4	262,6	39,4
dont interventions	107,0	206,2	92,7
- ventes	24,5	33,5	36,6
dont interventions	21,5	23,5	9,3
Volume total de l' offre	856,2	1 063,1	24,2
Volume total de la demande	756,5	867,8	14,7

2.3.1.1-L'offre

L'offre totale de devises a atteint 1 063,1 millions d'euros, soit en progression de l'ordre de 24,2 pour cent. Pourtant, le volume des offres non satisfaites a stagné autour de 27 millions d'euros car presque la totalité des offres présentées sur le marché (97%) ont trouvé des contreparties.

Cette augmentation de l'offre est liée globalement à l'évolution des transactions de la balance des règlements. Les recettes courantes, hors transferts publics, en se valorisant à 1 169,4 millions d'euros, ont enregistré un accroissement de près de 24,5 pour cent, sous l'impulsion des exportations de biens et des transferts privés (hausses respectives de 38,9% et 51,2%).

2.3.1.2-La demande

En se chiffrant à 867,8 millions d'euros, le volume de **la demande** a aussi enregistré une hausse non négligeable de 14,7 pour cent. Près de 98 pour cent des demandes ont été satisfaites et le volume des demandes non satisfaites est resté inchangé aux environs de 14 millions d'euros.

L'accélération du volume de la demande résulte essentiellement de l'accroissement des importations de services (+29,0%) et, dans une moindre mesure, de celui des importations de biens (+3,4%).

2.3.1.3-Les interventions de la Banque Centrale sur le MID

Les interventions proprement dites de la Banque Centrale sont constituées :

- d'une part, des achats pour la reconstitution des avoirs en devises (achats faits par la BCM, autres que pour le compte des tiers ou pour ses propres besoins dans le cadre, par exemple, des paiements de ses échéanciers de la dette extérieure) ;

- et, d'autre part, des ventes sur ses réserves (ventes faites par la BCM autres que pour le compte des tiers).

Les interventions de la Banque Centrale du côté des achats ont presque doublé, en atteignant 206,2 millions d'euros, soit 78,5 pour cent du total des achats. Les interventions au niveau des ventes, par contre, n'ont que légèrement progressé (+9,4%) et ont représenté près de 70 pour cent de ses opérations. La Banque Centrale s'est toujours trouvée en position d'acheteur net.

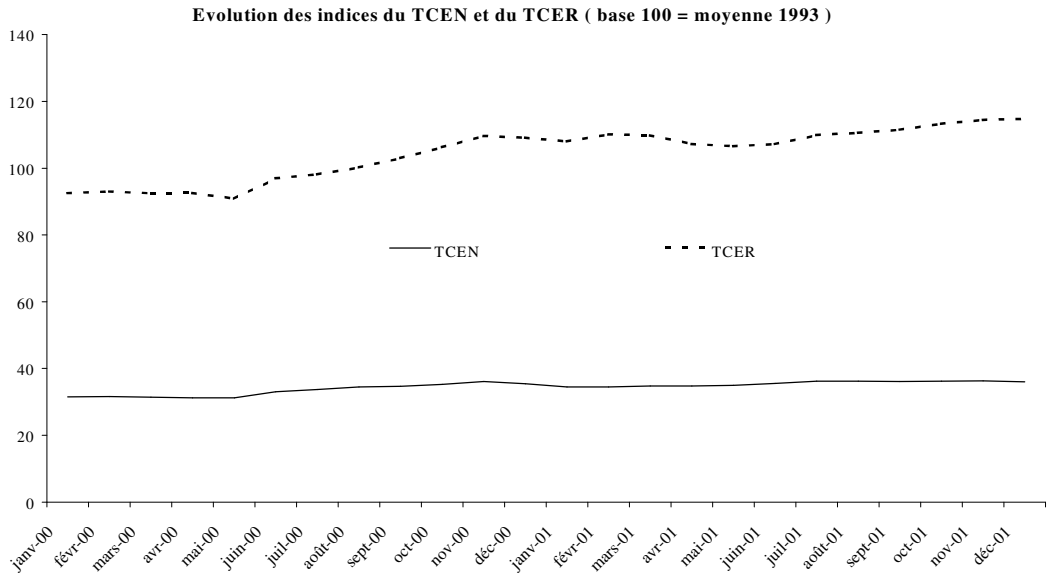
2.3.2-L'EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

La tendance à l'appréciation, déjà enregistrée en 2000, s'est poursuivie en 2001 et est liée essentiellement à la forte progression des exportations de biens et services.

En outre, sur le Marché Interbancaire de Devises (MID), la dépréciation de l'euro par rapport au dollar sur le marché de change international, ainsi que l'afflux de devises, ont conduit les importateurs à agir sur l'évolution du cours FMG/euro. En effet, ces importateurs, dans le but de maintenir inchangé le montant en francs malgaches des factures libellées en dollar, ont poussé l'euro à la baisse.

En ce qui concerne le niveau de la compétitivité externe de Madagascar (mesurée par l'indice du taux de change effectif réel base 100=1993), il s'est détérioré de 5,3 pour cent, en termes de fin de période.

Fig.8



CHAPITRE III : LES FINANCES PUBLIQUES

La situation des Finances Publiques s'est détériorée par rapport aux années précédentes. Cette situation résulte de la contre-performance enregistrée au niveau des recettes fiscales et cela, malgré les différentes mesures prises dans le cadre de la Loi de Finances pour en améliorer le recouvrement et l'assiette, alors que les dépenses ont continué à enregistrer une augmentation substantielle.

3.1-LES RECETTES PUBLIQUES

En 2001, l'Etat a pris des mesures en vue d'améliorer les recettes fiscales. Parmi ces mesures, on peut citer la mise en place des gisements fiscaux et l'intensification des contrôles fiscaux et douaniers. Ces mesures n'ont toutefois pas produit les résultats attendus. En effet, les recettes totales n'ont enregistré qu'une faible augmentation de 0,5 pour cent, alors que, l'année précédente, celles-ci ont progressé de 16,8 pour cent. Sans les recettes reçues résultant des dons, elles auraient enregistré une baisse nette de -1,9 pour cent, contre +14,9 pour cent en 2000.

Une telle contre-performance est imputable à la baisse très sensible des recettes fiscales de 65,7 milliards (contre +392,6 milliards en 2000). Cette diminution concerne essentiellement :

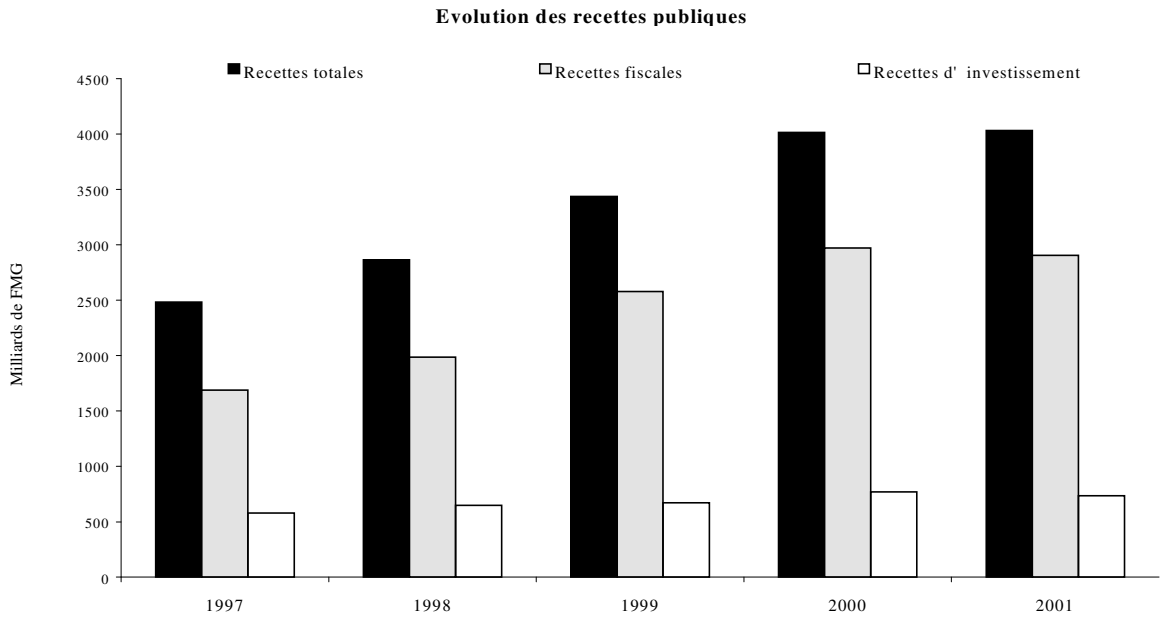
- les Droits et Taxes à l'importation qui, malgré l'augmentation des importations en valeur, ont diminué de 138,7 milliards, en raison de l'appréciation du franc malgache, de la poursuite de l'application de la baisse tarifaire dans le cadre des accords convenus avec les pays de la Commission de l'Océan Indien (COI) et du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), ainsi que des fraudes constatées sur les droits de douanes ;

- les Impôts sur biens et services qui ont enregistré des moins values de 60,7 milliards, compte tenu de la faiblesse des redevances et des droits d'accises ;

- la suspension de l'application de l'impôt synthétique évalué à 68,0 milliards dans la Loi de Finances 2001.

Toutefois, les Impôts sur les Revenus et Gains ont connu une augmentation de 127,0 milliards (contre +69,9 milliards en 2000) suite à l'accroissement de l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) et des revenus des salariés, en relation avec l'amélioration de l'activité économique.

Fig.9



Au total, la pression fiscale est tombée à 9,7 pour cent en 2001, contre 11,3 pour cent en 2000 et 11,0 pour cent en 1999.

3.2-LES DEPENSES PUBLIQUES

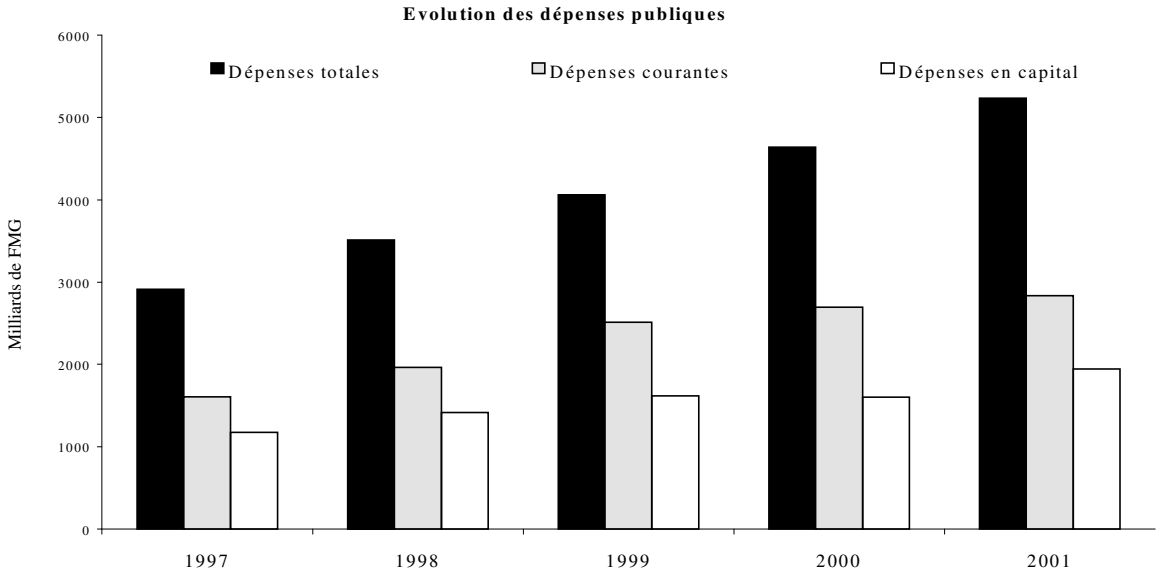
Le total des dépenses publiques a augmenté de 595,9 milliards, soit un taux de croissance de 12,8 pour cent, après 14,2 pour cent en 2000.

En effet, les dépenses courantes se sont accrues de 138,6 milliards (contre 183,0 milliards en 2000). Cet accroissement provient surtout de l'évolution des dépenses de fonctionnement (+29,2% contre +0,1% en 2000), en raison des excès constatés au titre des « Fonds Spéciaux » (171,0 milliards, contre des inscriptions budgétaires de 2,0 milliards) et, dans une moindre mesure, des dépenses de personnel dont l'augmentation a atteint 202,2 milliards (+17,8%, contre +13,5% en 2000).

Par contre, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure ont diminué de 59,0 milliards par rapport à l'année 2000, du fait de la révision à la baisse de la dette, après la conclusion d'un accord de réaménagement bilatéral.

En définitive, l'excédent de la balance courante n'a atteint que 463,9 milliards, contre 550,3 milliards en 2000, montant nettement insuffisant pour couvrir les investissements à financer sur ressources locales, lesquelles s'élèvent à 705,1 milliards. La différence, soit 241,2 milliards, a dû être financée par d'autres sources, dont la création monétaire.

Fig.10



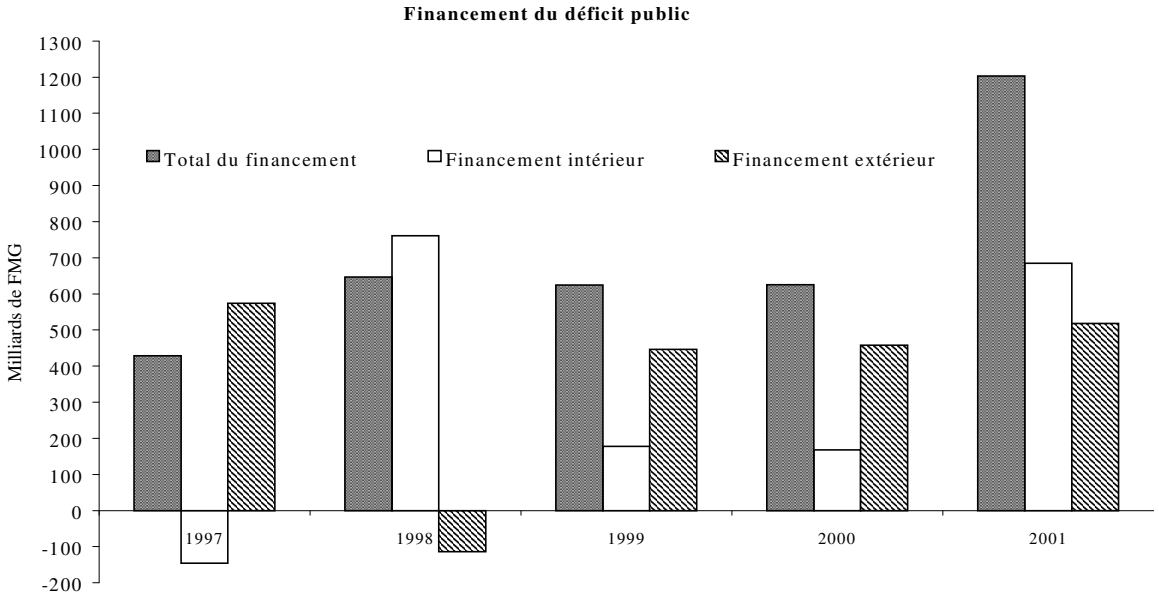
En ce qui concerne les dépenses en capital, les réalisations ont atteint 1 943,7 milliards, soit 341,9 milliards de plus qu'en 2000. (+21,3%, contre –0,9%). Les prévisions de la Loi de Finances ont été exécutées à hauteur de 65,7 pour cent, avec une contribution plus importante du financement d'origine intérieure (56,9%, contre 26,0% en 2000).

Par ailleurs, il est à noter que le Trésor a réglé, en net, 457,3 milliards au titre des paiements différés et des arriérés envers les fournisseurs. Ses accumulations de dettes intérieures, cependant, se sont élevées à 119,2 milliards.

3.3-LE FINANCEMENT DE LA BALANCE GLOBALE

Le déficit s'est ainsi aggravé en 2001 pour atteindre 1 203,2 milliards, soit 4,0 pour cent du PIB contre 2,4 pour cent en 2000 et 2,7 pour cent en 1999.

Fig.11



Il a été financé pour plus de la moitié par de nouveaux endettements intérieurs et pour près du quart par des endettements extérieurs et le reliquat par des allègements de la dette extérieure et de cession d'actifs de l'Etat (recettes de privatisation).

En ce qui concerne le financement intérieur net, 484,5 milliards représentent de nouveaux engagements auprès du système bancaire, dont 90,7 pour cent vis-à-vis des banques commerciales, essentiellement en bons du Trésor. Ainsi, le Trésor a préféré recourir à l'épargne nationale pour couvrir son déficit, les avances nettes de la Banque Centrale n'ayant atteint que 45,1 milliards.

Quant aux financements extérieurs, leur montant s'élève en net, à 518,2 milliards.

T14. Evolution des Opérations Globales du Trésor
(en milliards de FMG)

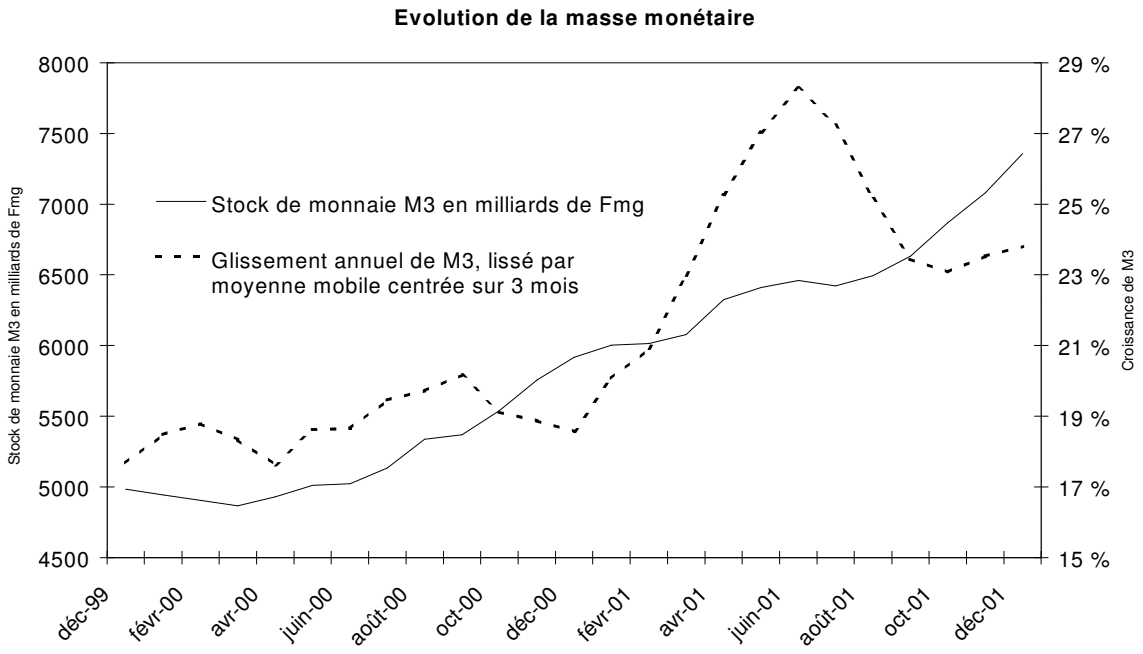
	1999	2000	2001	Variation en %	
				2000	2001
RECETTES TOTALES	**3 436,9**	**4 014,4**	**4 032,7**	**16,8**	**0,5**
Recettes courantes	2 666,8	3 067,7	3 029,0	15,0	-1,3
Recettes budgétaires	2 666,8	3 067,7	3 029,0	15,0	-1,3
Recettes fiscales	2 579,5	2 972,1	2 906,4	15,2	-2,2
Recettes non fiscales	87,3	95,6	122,6	9,5	28,2
Recettes extrabudgétaires	0,0	0,0	0,0		
Recettes dons	99,5	178,9	269,8	79,8	50,8
Recettes d' investissement	670,6	767,8	733,9	14,5	-4,4
DEPENSES TOTALES	**4 061,5**	**4 640,0**	**5 235,9**	**14,2**	**12,8**
Dépenses courantes	2 513,3	2 696,3	2 834,9	7,3	5,1
Dépenses budgétaires	2 094,6	2 187,8	2 531,0	4,4	15,7
Personnel	1 000,7	1 135,4	1 337,6	13,5	17,8
Fonctionnement	679,0	680,0	878,3	0,1	29,2
Intérêts de la dette	414,9	372,4	315,1	-10,2	-15,4
- Extérieure	247,1	131,3	72,3	-46,9	-44,9
- Intérieure	167,8	241,1	242,8	43,7	0,7
Déficit AONT	99,7	-16,5	54,3	- 116,5	-429,1
Réformes structurelles	317,6	482,4	223,2	51,9	-53,7
Fonct/Dons et aides	1,4	2,0	1,4	42,9	-30,0
Dépenses exceptionnelles		40,6	25,0		-38,4
Dépenses en capital	1 615,8	1 601,8	1 943,7	-0,9	21,3
Sur ressources extérieures	1 186,2	1 184,9	1 238,6	-0,1	4,5
Sur ressources intérieures	429,6	416,9	705,1	-3,0	69,1
Paiements nets d'arriérés intérieurs	- 67,6	+341,9	+457,3	-605,9	33,8
Nouvelles accumulations (augmentation -)	- 258,8	108,9	119,2	-142,2	9,5
Apurements (augmentation +)	191,2	233,0	338,1	21,8	45,1
BALANCE GLOBALE	**-624,6**	**-625,6**	**-1 203,2**	**0,2**	**92,3**
FINANCEMENT BALANCE GLOBALE	**624,6**	**625,6**	**1 203,2**	**0,2**	**92,3**
Intérieur net	177,9	168,2	685,0	-5,5	307,3
Système bancaire	224,9	2,6	484,5	-98,8	18 534,6
Système non bancaire	79,3	118,8	112,5	49,8	-5,3
Différence de réévaluation	-80,4	0,5	-16,1	-100,6	-3320,0
Recettes de privatisation	51,8	46,3	104,1	-10,6	124,8
Restructuration banques	-97,7				
Extérieur net	446,7	457,4	518,2	2,4	13,3
Tirages	515,6	450,8	523,3	-12,6	16,1
Amortissement	- 317,0	- 288,2	-205,3	-9,1	-165,0
Variations des arriérés	0,0	-49,5	0,0		-63,4
Financement exceptionnel	248,1	344,3	200,2	38,8	-41,9

CHAPITRE IV : LE SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

4.1-L'EVOLUTION DE L'OFFRE DE MONNAIE

La croissance annuelle de la masse monétaire M3 a été plus importante en 2001 par rapport à l'année précédente. Elle s'est chiffrée, en termes de moyenne annuelle, à 24,7 pour cent (18,9% en 2000) et, d'une fin d'année à l'autre, à 24,4 pour cent (contre 18,7% pour l'année 2000). Après avoir été stabilisé aux environs de 19 pour cent au quatrième trimestre 2000, le glissement annuel s'est accéléré au premier semestre 2001 jusqu'à plus de 28 pour cent, avant d'être ramené à un taux avoisinant les 23 pour cent.

Fig.12



4.1.1-LES DISPONIBILITES MONETAIRES M1

L'agrégat M1 a connu, à fin 2001, une croissance annuelle nettement supérieure à celles observées sur les périodes antérieures (31,4% contre 15,2% en 2000 et 20,7% en 1999). Ce phénomène est en partie consécutif au niveau relativement bas des encours monétaires disponibles à fin 2000, à la suite notamment de l'intérêt grandissant des déposants à placer leurs avoirs financiers en dépôts d'épargne logés dans la quasi-monnaie.

En termes de structure, la part des disponibilités monétaires M1 s'apparente à ce qui a été observé avant l'année 2000. En fin de période, l'agrégat M1 représente 73,7 pour cent de M3, contre respectivement 69,8 pour cent et 71,9 pour cent en 2000 et 1999. Cette structure s'explique essentiellement par la part des dépôts à vue (DAV) (44,4% de M3 à fin 2001 contre 39,6% et 43,1%).

T15. Evolution et structure des disponibilités monétaires M1
Chiffres de fin de période

	Variation annuelle en %			Structure (en % par rapport à M3)		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Disponibilités monétaires M1	20,7	15,2	31,4	71,9	69,8	73,7
dont : Circulation fiduciaire	23,1	24,2	20,9	28,9	30,2	29,4
Dépôts à vue (DAV)	19,1	9,1	39,5	43,1	39,6	44,4
Masse monétaire M3	19,6	18,7	24,4	100	100	100

4.1.1.1-La circulation fiduciaire

Le rythme d'accroissement moyen de la circulation fiduciaire s'est ralenti en 2001 comparativement à celui de 2000, sans toutefois revenir à celui de 1999 (21,4% en 2001 contre 23,4% en 2000 et 16,3% en 1999), malgré de gros décaissements demandés par les opérations de collecte de la vanille et du girofle ainsi que par l'exploitation minière.

Ce ralentissement dans la progression de la circulation fiduciaire est également perceptible dans la structure de la masse monétaire. L'importance relative des billets et monnaies par rapport à M3 a été ramenée à 29,4 pour cent à fin 2001, niveau qui se rapproche de celui de 1999 (28,9%), alors qu'elle a atteint 30,2 pour cent en 2000.

4.1.1.2-Les dépôts à vue

L'importance relative des dépôts à vue a de nouveau atteint le niveau des 60 pour cent de M1 comme cela a été le cas avant l'année 2000 (60,2% contre 56,7% et 59,9% respectivement en 2000 et 1999). Par ailleurs, l'évolution de ces dépôts d'une fin d'année à l'autre (39,5% en 2001 contre respectivement 9,1% et 19,1% en 2000 et 1999) imprime celle des disponibilités monétaires.

T16. Evolution et structure des dépôts à vue par catégories de déposants
Chiffres de fin de période

	Structure en %			Variation annuelle en %		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Ménages et particuliers	47,0	42,3	40,1	15,9	-1,8	32,0
Entreprises privées	44,9	49,5	50,3	30,4	20,3	41,9
Entreprises publiques	7,1	7,0	8,7	-13,3	7,2	73,9
Institutions financières non bancaires	1,0	1,2	0,9	30,9	34,0	1,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	19,1	9,1	39,5

L'analyse des dépôts à vue par catégories de déposants montre que ce sont surtout les entreprises privées qui sont les plus importants détenteurs de cet actif financier (50,3% du total), suivies de loin par les particuliers et les ménages (40,1%). Pour ces deux catégories d'agents économiques, les dépôts ont connu d'importantes croissances annuelles qui se sont chiffrées respectivement à 41,9 pour cent et 32,0 pour cent, contre respectivement 20,3 pour cent et –1,8 pour cent en 2000.

Plusieurs facteurs concourent à expliquer l'essor des dépôts à vue mais l'essentiel est lié à la hausse des revenus suite à la relance de l'activité économique. A cette raison s'ajoute la confiance de l'ensemble de la population à la stabilité financière se traduisant par le choix plus marqué de détenir de la monnaie nationale au lieu de devises dans son patrimoine financier. En effet, le franc malgache a relativement bien conservé son pouvoir d'achat et s'est continuellement apprécié par rapport aux devises étrangères. Ce qui s'est traduit par un marché de devises généralement vendeur où, pour la seule année 2001, les interventions de la Banque Centrale se sont soldées par des achats nets de 205 millions USD (149 millions USD en 2000 et 100 millions USD en 1999).

4.1.2-LES AGREGATS DE PLACEMENT

La croissance annuelle globale de la quasi-monnaie s'est nettement ralentie en 2001 et a été ramenée à 8,0 pour cent contre 27,7 pour cent et 16,7 pour cent respectivement en 2000 et 1999. En termes de structure, la quasi-monnaie n'a plus représenté que 26,3 pour cent de la masse monétaire au sens large à fin 2001, contre 30,2 pour cent en 2000 et 28,1 pour cent en 1999.

Dans cette évolution, ce sont surtout les dépôts en devises qui ont diminué (baisse de 8,0% correspondant à 67,6 milliards FMG d'une fin d'année à l'autre, contre 36,9% et 29,5% respectivement en 2000 et 1999). Comme cela a été déjà décrit à propos de l'évolution des dépôts à vue, l'amenuisement des dépôts en devises est lié à la préférence des opérateurs à détenir de la monnaie nationale plutôt que de placer leurs avoirs sous forme de dépôts en devises, suite à la stabilité interne et externe du franc malgache.

Néanmoins, si les dépôts en devises étaient en régression, les placements en monnaie nationale ont connu une croissance de 22,3 pour cent contre 20,5 et 8,4 respectivement sur les deux années antérieures.

T17. Evolution et structure de la quasi-monnaie
Chiffres de fin de période

	Variation annuelle en %			Structure (en pourcentage de M3)		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Masse monétaire M3	**19,6**	**18,7**	**24,4**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Quasi-monnaie	**16,7**	**27,7**	**8,0**	**28,1**	**30,2**	**26,3**
Dépôts en FMG :	8,4	20,5	22,3	15,8	16,0	15,7
- Dépôts à terme	-0,8	0,2	19,2	6,5	5,5	5,3
- Dép. d' épargne dans les banques	9,6	63,1	33,1	3,3	4,5	4,9
- Caisse d' épargne de Madagascar	23,2	27,1	30,9	2,9	3,1	3,2
- Obligations	16,9	11,5	2,0	3,0	2,9	2,3
Dépôts en devises des résidents	29,5	36,9	-8,0	12,3	14,2	10,5

4.1.2.1-La quasi-monnaie en francs malgaches

La reprise des activités économiques a conforté les revenus du secteur privé, lequel a pu constituer une épargne assez importante. En 2001, la croissance de la quasi-monnaie M3-M1 est essentiellement due à celle des dépôts libellés en FMG. Néanmoins, leur progression a été globalement plus lente (22,3%) par rapport à celle des dépôts à vue (39,5%).

Les épargnants ont privilégié les dépôts d'épargne (hausse de 89,0 milliards sur l'année) par rapport aux dépôts à terme (62,6 milliards) et aux dépôts à la caisse d'épargne (56,3 milliards).

En effet, les déposants estiment que **les dépôts d'épargne** sont aussi liquides que les dépôts à vue alors qu'ils ne sont pas assujettis à diverses commissions bancaires. Cette catégorie de dépôts s'en distingue, par ailleurs, par un taux d'intérêt créditeur nominal au moins égal à 4 pour cent et, sous certaines conditions, est admise à réduire la masse imposable au titre des impôts sur les revenus. De plus, depuis la décision de la Banque Centrale d'avantager le taux de réserves obligatoires sur les dépôts à terme et d'épargne, les banques se sont efforcées de promouvoir ces derniers en allégeant en particulier les conditions de retrait sur les dépôts d'épargne. Toutes ces raisons incitent les ménages - agents économiques essentiellement ciblés pour cette catégorie de placement - à s'intéresser aux dépôts d'épargne. A fin 2001, les dépôts d'épargne dans les banques ont atteint environ 30,9 pour cent de la quasi-monnaie en FMG (28,4% à fin 2000), et leur progression annuelle a continué sur le rythme de 33,1 pour cent (63,1% et 9,6% respectivement pour les deux années antérieures).

De la même manière, les **dépôts auprès de la Caisse d'Epargne** de Madagascar ont connu un essor aussi remarquable. Cela est sans doute lié à la campagne de promotion de la Caisse d'Epargne lancée depuis plus de cinq ans. De plus, tout comme pour les dépôts d'épargne et les dépôts à terme des banques, ils peuvent être déduits du revenu imposable pour le calcul de l'impôt sur les revenus. Aussi, par rapport au total des dépôts à terme et d'épargne libellés en FMG, leur importance relative est passée de 19,3 pour cent en 2000 à environ 20,6 pour cent à fin 2001, et leur rythme de croissance annuelle n'a cessé de s'accélérer, passant de 23,2 pour cent en 1999 à 27,1 pour cent en 2000 et à 30,9 pour cent en 2001.

En ce qui concerne les **dépôts à terme** (DAT), ils ont représenté 33,6 pour cent de la quasi-monnaie en FMG à fin 2001. Il a été noté que les ménages et les particuliers s'intéressent de plus en plus aux dépôts à terme : si leur part n'a été que de 8,4 pour cent en 1998, elle a plus que quintuplé à 44,6 pour cent à fin 2001. L'augmentation s'est faite au détriment des dépôts des entreprises publiques et des institutions financières non bancaires. Il semble que ces dernières, disposant individuellement d'une épargne plus importante, ont préféré les placer sur le marché des bons du Trésor par adjudication (BTA) où le rendement est meilleur mais où le seuil de soumission est resté élevé (500 millions de FMG), tandis que les ménages qui sont essentiellement constitués de petits épargnants, ont été obligés de se rabattre sur les dépôts à terme. Depuis trois ans, c'est la première fois que cet instrument a connu une progression nettement positive, accusant d'une fin d'année à l'autre une croissance de 19,2 pour cent (0,2% et -0,8% respectivement en 2000 et 1999).

T18. Structure et évolution des DAT par catégories de déposants

	Structure fin de période en %			Variation sur l'année en %		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Ménages et particuliers	37,0	51,8	44,6	338,6	40,3	2,7
Entreprises privées	24,0	31,4	28,6	-16,3	30,7	8,6
Entreprises publiques	25,4	11,4	17,0	-38,8	-54,9	77,1
IF non bancaires	13,6	5,4	9,8	-38,7	-60,0	115,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	-0,8	0,2	19,2

Enfin, les **obligations** ont vu leur taux de croissance nettement réduit en 2001, après des niveaux élevés en 1999 et 2000: 2,0 pour cent en 2001, contre 16,9 pour cent en 1999 et 11,5 pour cent en 2000. Les taux servis sur ces actifs, parmi les plus élevés du marché en 2001, n'ont eu que peu d'effets incitatifs au niveau des épargnants. De plus, la détente des taux créditeurs sur le second semestre a découragé les épargnants.

4.1.2.2-Les dépôts en devises des résidents

L'amélioration de la balance courante du pays et l'appréciation de la monnaie nationale qui s'en est suivie ont défavorisé l'accumulation de dépôts en devises par les résidents sur l'année 2001. Par ailleurs, les résultats en matière de maîtrise de l'inflation ont été relativement satisfaisants, et ont renforcé la confiance des opérateurs vis-à-vis du franc malgache. Aussi, l'année 2001 a connu une baisse des dépôts en devises des résidents de 8,0 pour cent (correspondant à 67,6 milliards) contre une hausse de 36,9 pour cent en 2000 et de 29,5 pour cent en 1999. Leur part dans M3 a été ainsi réduite à 10,5 pour cent à fin 2001, contre 14,2 pour cent en 2000 et 12,3 pour cent en 1999.

4.1.3-L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERETS CREDITEURS

La réduction du taux directeur de la Banque Centrale à partir du mois de juin 2001 suite à la stabilité financière conjuguée à l'abondance de liquidités ont conduit à une détente des taux sur les marchés, dont le marché des Bons du Trésor. Les banques ont ainsi légèrement révisé à la baisse leurs taux créditeurs sur le second semestre. La baisse a été surtout sensible pour les dépôts à terme et les bons de caisse. Cette détente des taux de rémunération de l'épargne figure parmi les facteurs qui ont favorisé la demande de monnaie de transaction en même temps que la consommation, laquelle a principalement stimulé la production en 2001.

Depuis 1997 notamment, la rémunération offerte aux dépôts en FMG par les institutions monétaires entre en compétition avec les taux servis par le Trésor aux bons publics adjugés sur le marché des BTA. Pour ces derniers, il a été observé que la rémunération a été généralement supérieure à celle offerte par les établissements bancaires. Néanmoins, les conditions d'accès y sont plus contraignantes, notamment en ce qui concerne le seuil éligible de 500 millions FMG pour être admis à y souscrire. Les instruments de placement offerts par les banques ciblent, de ce fait, la clientèle qui ne réunit pas ces conditions d'accès.

Pour l'ensemble de l'année 2001, et les BTA mis à part, ce sont les bons de caisse qui ont bénéficié de la meilleure rémunération (fourchette de 3,77% à 16,38%). Viennent ensuite

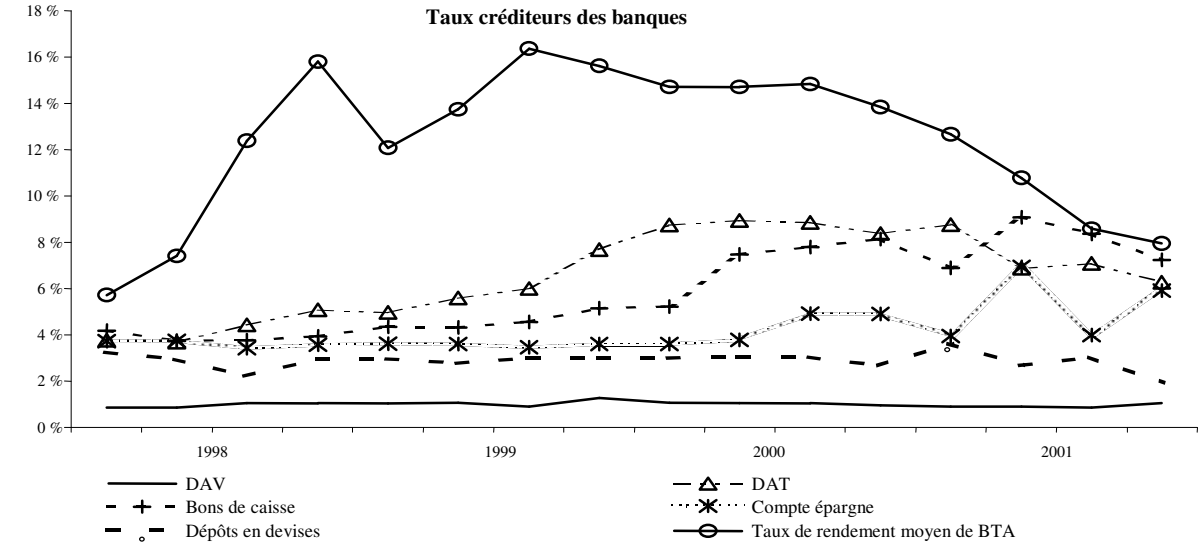
les dépôts à terme (3,19% à 12,15%) et les dépôts d'épargne (3,96% à 9,86%). En ce qui concerne les dépôts à la Caisse d'Epargne de Madagascar, les taux qui leur sont servis ont été en baisse par rapport à l'année dernière et ce, aussi bien pour les comptes ordinaires (de 5,5% à 4,3%) que pour les comptes stables (de 6,0% à 5,0%).

S'agissant enfin des taux servis aux dépôts à terme en devises, ils sont passés en moyenne de 2,9 pour cent en 2000 à 3,7 pour cent en 2001. En fait, c'est surtout au premier trimestre 2001 que ce taux a connu son niveau le plus important comparativement à celui des périodes antérieures, avant de redescendre et finir à 1,9 pour cent vers la fin de l'année.

T19. Evolution des taux créditeurs de 1999 à 2001 (chiffres en %)

	1999 (fourchette)	2000 (fourchette)	2001 (fourchette)			
			1 trim	2 trim	3 trim	4 trim
Dépôts à terme en FMG	4,69-17,06	5,50-16,28	7,17-12,15	4,41-9,35	4,41-9,80	3,19-9,35
Bons de caisse	3,06-11,05	3,06-17,20	3,77-16,38	6,98-11,17	6,74-10,00	5,23-9,25
Dépôts d'épargne	3,15-4,06	3,20-5,66	3,96	4,01-9,86	3,99	4,07-7,75
Dépôts à terme en devises	3,00	2,36-3,75	2,79-4,46	1,64-3,74	2,33-3,74	1,00-2,84
Taux de rendement moyen des BTA	14,37-14,64	11,17-15,97	9,70-13,60	9,05-12,32	6,06-9,76	5,44-8,85

Fig.13



4.2-L'EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

L'année 2001 a été marquée par la croissance généralisée de toutes les sources de création monétaire. Ceci explique la croissance annuelle de la masse monétaire plus importante cette année-là par rapport à celle de 2000.

Ce sont les créances nettes sur l'Etat qui ont le plus contribué à la croissance de la masse monétaire en 2001, puisque leur variation par rapport à la masse monétaire de début de période a atteint 10,5 pour cent. Autrement dit, ils expliquent 10,5 points sur le total de 24,4 points de pourcentage de croissance annuelle de la masse monétaire en 2001. Les avoirs extérieurs nets y ont contribué pour 9,0 points, et les crédits à l'économie, pour 6,1 points. Une tendance se démarque depuis deux années au niveau des facteurs d'expansion monétaire:

une part de plus en plus importante de la création monétaire a pour origine les crédits intérieurs.

T20. Répartition de l' origine de la croissance annuelle de M3
Chiffres de fin de période en pour cent

	1999	2000	2001
Croissance annuelle de M3	**19,6**	**18,7**	**24,4**
Avoirs extérieurs nets	**11,7**	**6,6**	**9,0**
Avoirs intérieurs nets[1]	**7,8**	**12,2**	**15,4**
Crédit intérieur	9,3	12,1	16,6
Créances nettes sur l' Etat	*6,3*	*2,8*	*10,5*
(dont système bancaire)	*(5,6)*	*(0,1)*	*(8,2)*
Crédits à l' économie	*3,0*	*9,2*	*6,1*
Autres postes nets	-1,5	0,1	-1,2

4.2.1-LES AVOIRS EXTERIEURS NETS[1]

Les avoirs extérieurs nets expliquent pour 9,0 points de pourcentage la croissance de la masse monétaire au sens large M3 en 2001, contre 6,6 points en 2000. Cette évolution fait suite à la conjoncture dans les relations économiques et financières du pays avec l'extérieur caractérisée par l'amélioration de la balance des paiements. L'abondance de l'offre de devises par rapport à la demande a permis à la Banque Centrale de renforcer ses réserves extérieures. Ainsi, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont connu en 2001 un accroissement plus important qu'en 2000. L'augmentation s'est chiffrée à 529,9 milliards FMG (29,8%) ou 68,9 millions de DTS. Elle a été de 326,5 milliards (+22,5%) et 489,6 milliards (+33,8%) respectivement en 2000 et 1999.

4.2.2-LES CREANCES NETTES DU SYSTEME BANCAIRE SUR L'ETAT

Les créances nettes du système bancaire sur l'Etat sont à l'origine de 8,2 points sur le total de 24,4 points de croissance annuelle de la masse monétaire (0,1 sur 18,7 points en 2000 et 5,6 sur 19,6 points en 1999). Le financement intérieur net du déficit des opérations de l'Etat a été principalement assuré, en 2001, par le recours du Trésor à l'épargne intérieure. Ce qui s'est concrétisé, de la part du Trésor, par une émission nominale nette de 757,6 milliards de bons de Trésor, contre 301,5 milliards en 2000. Ainsi, si le recours à la création monétaire a existé cette année, c'était plutôt en ressources complémentaires de celles résultant des titres publics.

D'une fin d'année à l'autre, le flux de créances nettes du système bancaire sur l'Etat, s'élevant en 2001 à 484,5 milliards, est imputable pour 91 pour cent aux nouveaux engagements nets du Trésor vis-à-vis des banques primaires, les 9 pour cent restants ayant été assurés par la Banque Centrale. Dans tous les cas, ce rythme d'endettement du Trésor est lié au déficit important du secteur étatique.

[1] Avoirs extérieurs bruts moins les engagements extérieurs à court, moyen et à long termes.

4.2.2.1-Les créances nettes de la Banque Centrale sur l'Etat

L'accroissement net des engagements de l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale a été de 45,1 milliards sur 2001, portant sa position débitrice à 1 207,8 milliards à la fin de l'année. Comparativement à l'évolution des créances et des engagements du Trésor en 2000, les nouveaux flux ont été ramenés à de faibles niveaux en 2001.

Du côté des créances de la Banque Centrale par exemple, seules les avances statutaires en FMG ont connu un accroissement important chiffré à 71,0 milliards (+18,8%). En réalité, ce compte a connu une évolution quelque peu différenciée au cours de l'année puisque, parti d'un encours se chiffrant à 377,5 milliards, il a été soldé à fin juin avant de remonter à 448,5 milliards, niveau très proche de l'enveloppe fixée à 465,2 milliards pour l'année, en référence aux recettes budgétaires de l'année 2000. Quant aux avances statutaires en devises autorisées par les nouvelles dispositions légales promulguées le 02 août 1999, leur montant est passé de 533,5 milliards FMG à fin 2000 à 540,1 milliards à fin 2001. Cette variation de 6,6 milliards de FMG résulte de l'évolution du cours du dollar.

Du côté des engagements de la Banque Centrale, les avoirs du Trésor ont connu une augmentation annuelle de 28,4 milliards (+3,3%). La situation des dépôts du Trésor est donc également restée assez stable, mais l'évolution des principaux comptes affiche une divergence notable. Les comptes courants ont fortement baissé avec celui en FMG devenu nul et ceux libellés en devises en nette régression (-89,5% pour –120,7 milliards FMG) suite notamment au recul des dépôts en EURO. Les encours de crédit APEX ont également continué à baisser (-35,3%). Mais les recettes fiscales recouvrées au titre de la taxe sur les produits pétroliers et non encore affectées aux entretiens routiers, les recettes de privatisation, les approvisionnements faits par les organismes multilatéraux au titre de l'initiative aux pays pauvres très endettés (IPPTE) et, finalement, les aides budgétaires (déblocage de 23,6 millions USD dans le cadre du CAS II) ont contribué à l'accroissement des dépôts du Trésor à la Banque Centrale. Ces ressources ont plus que compensé le paiement du service de la dette publique ainsi que les décaissements utilisés pour le financement des investissements pris en charge par les fonds de contrevaleur.

T21. Evolution des créances et des engagements de la Banque Centrale vis-à-vis de l'Etat

	Encours en milliards de FMG			Variation brute en milliards de FMG		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Créances de la BCM	1 857,3	2 023,0	2 096,6	168,0	165,7	73,6
. Avances statutaires en FMG	197,3	377,5	448,5	89,4	180,2	71,0
. Avances statutaires en devises	544,9	533,5	540,1	104,0	-11,4	6,6
. Avances consolidées	1 099,6	1 099,6	1 099,6	0,0	0,0	0,0
. Traites et obligations cautionnées	15,5	12,4	8,4	6,5	-3,2	-4,0
. Souscriptions en Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	-31,9	0,0	0,0
Engagements de la BCM	636,7	860,3	888,8	-21,5	223,6	28,4
. Comptes courants	0,0	4,8	0,0	-2,4	4,8	-4,8
. Fonds de contrevaleur	307,5	300,0	283,3	8,7	-7,5	-16,7
. Autres avoirs en FMG	223,2	210,8	244,1	-69,9	-12,4	33,3
. Comptes en devises (compte courant et autres comptes en devises)	100,7	337,4	352,9	43,9	236,7	15,5
. Encaisses des comptables publiques	5,3	7,3	8,5	-1,8	2,0	1,2
Créances nettes s/l'Etat de la BCM	1 220,6	1 162,7	1 207,8	189,5	-58,0	45,1

4.2.2.2-Les créances nettes des banques commerciales sur l'Etat

L'année 2001 a été marquée pour les banques commerciales par le doublement de leurs soumissions adjugées sur le marché des bons du Trésor (total de 4 097,4 milliards en 2001, contre 2 332,8 milliards en 2000). Les encours de bons du Trésor détenus par les banques sont ainsi passés d'une fin d'année à l'autre de 410,1 milliards à 1 036,6 milliards. Cette nette progression a déterminé le profil d'évolution des engagements nets du Trésor vis-à-vis des banques dont le flux net a atteint +439,3 milliards, contre seulement +60,8 milliards en 2000 et +45,5 milliards en 1999.

Dans cette conjoncture, les créances brutes des banques sur le Trésor ont connu une augmentation de 575,8 milliards, essentiellement due à celle des bons du Trésor (626,5 milliards contre 193,2 milliards et -63,3 milliards respectivement en 2000 et 1999). La décision des banques à investir dans cet instrument a été sans doute liée à l'accroissement de leur liquidité dont l'augmentation a atteint 48,8 pour cent, contre -7,2 pour cent et 30,7 pour cent respectivement sur les deux années antérieures. Quant aux avoirs de l'Etat dans les banques, ils sont spécifiquement constitués des dépôts des organismes publics à caractère administratif (OPCA). Ce sont en général des émanations des administrations publiques et de la sécurité sociale et qui constituent des unités économiques non marchandes.

T22. Evolution des créances et des engagements des banques commerciales vis-à-vis de l'Etat

	Encours en milliards de FMG			Variation brute en milliards de FMG		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Créances des banques sur le Trésor	480,9	606,6	1182,4	44,5	125,7	575,8
.Bons du Trésor	216,9	410,1	1036,6	-63,3	193,2	626,5
.Créances administratives	19,4	9,3	4,3	6,9	-10,1	-5,0
.Postes	3,9	1,0	2,8	0,8	-2,9	1,8
.Emprunts OPCA	0,0	0,1	0,3	0,0	0,1	0,2
.Divers	240,7	186,1	138,4	100,1	-54,6	-47,7
Engagements des banques	141,0	205,9	342,4	-1,0	64,9	136,5
.Dépôts à vue des OPCA	88,5	167,7	271,4	-44,6	79,2	103,7
.Dépôts à terme des OPCA	35,9	16,8	49,1	27,8	-19,1	29,3
.Autres	16,6	21,4	21,9	15,8	4,8	0,5
Créances nettes des banques sur le Trésor	339,9	400,7	840,0	45,5	60,8	439,3

4.2.3-LES CREDITS A L'ECONOMIE

Sur la base de chiffres comparables, c'est-à-dire en ne tenant pas compte de la prise en charge par l'Etat de l'assainissement des portefeuilles de la banque privatisée en 1999, la progression des crédits à l'économie a été en 2001 plus importante par rapport à l'année dernière (15,0% contre 10,9% en 2000 et 3,7% en 1999). Les chiffres officiels sur les crédits à l'économie et publiés pour 2000 et 1999 tiennent toutefois compte de cette prise en charge et indiquent des taux de croissance supérieurs pour les deux années précédentes (18,9% en 2000 et 6,9% en 1999), ce qui conduit alors à un ralentissement des crédits pour 2001. Ces différences résultent du transfert des créances compromises de deux banques privatisées à fin 1998 et 1999 à deux nouvelles sociétés de recouvrement. Dans cette évolution, l'accroissement des crédits au secteur privé par les banques de dépôts est ramené à 8,6 pour cent en 2001, contre 18,9 pour cent et 6,9 pour cent respectivement en 2000 et 1999.

Analysée en tant que facteur de création monétaire, la variation des crédits au secteur privé en pourcentage de la masse monétaire M3 de début de période a été de 6,1 pour cent en 2001, contre respectivement de 9,2 et de 3,0 en 2000 et 1999.

Ce ralentissement de la croissance des crédits s'explique à la fois par la restriction de l'offre et l'amenuisement de la demande.

Du côté de l'offre, les banques ont observé une certaine retenue pour l'octroi de crédits, malgré l'abondance de leurs liquidités. Ces dernières, représentées par l'excès des réserves constituées par rapport aux réserves obligatoires, se sont accrues de 48,8 pour cent en 2001 contre respectivement –7,2 pour cent et +30,7 pour cent en 2000 et 1999. Elles ont été orientées en priorité vers la souscription des bons du Trésor, lesquels offrent à la fois les meilleurs rendements du marché et des risques réduits. L'offre de crédit pour le secteur privé s'en est trouvée de ce fait diminuée, autrement dit l'année 2001 a connu une éviction du secteur privé par le secteur public.

Du côté des demandeurs, les opérateurs économiques ont préféré convertir et utiliser leurs avoirs en devises pour financer leurs activités, au lieu de s'endetter auprès des banques où les taux sont demeurés relativement élevés.

L'analyse par termes des crédits révèle que les **crédits à court terme** consentis par les banques primaires restent prépondérants, représentant 74,5 pour cent du total des encours. Toutefois, leur importance relative par rapport au total des engagements bancaires a diminué de 3,6 points de pourcentage au profit surtout des crédits à moyen terme.

T23. Evolution des crédits bancaires par agent économique bénéficiaire

	Encours en milliards de FMG			Croissance annuelle en %		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Court terme	1535,7	1795,5	1857,1	10,2	16,9	3,4
Particuliers et ménages	36,9	39,9	55,5	-55,9	8,2	39,0
Entreprises privées	1493,3	1742,6	1768,6	17,8	16,7	1,5
Entreprises publiques	5,5	12,9	33,0	-87,2	134,9	155,6
Moyen terme	216,4	310,9	404,3	16,9	43,7	30,0
Particuliers et ménages	17,1	15,9	57,6	16,7	-6,9	261,9
Entreprises privées	198,8	285,5	328,9	19,6	43,6	15,2
Entreprises publiques	0,5	9,4	17,7	-88,6	1839,9	88,2
Long terme	185,4	192,0	230,0	-16,9	3,6	19,7
Particuliers et ménages	29,0	29,6	24,1	-20,0	2,2	-18,6
Entreprises privées	156,0	162,4	205,8	-16,2	4,1	26,7
Entreprises publiques	0,4	0,0	0,0	-47,0	-100,0	0,0
TOTAL	1937,5	2298,4	2491,3	6,9	18,9	8,6

A cet égard, la croissance des crédits bancaires à court terme n'a été que de 3,4 pour cent en 2001, contre respectivement 16,9 pour cent et 10,2 pour cent en 2000 et 1999. Ce résultat fait suite au remboursement des découverts (-15,0% contre respectivement +23,2% et +34,9%), crédits dont l'encours moyen sur les trois dernières années représente environ 35 pour cent des crédits bancaires à court terme. Les autres fiches ont connu une croissance relativement modeste. Il en est ainsi des avances sur produits (15,1% contre 22,2% en 2000), du préfinancement de la collecte de produits (17,1% contre 48,6%) et de l'escompte commercial local (8,3% contre 26,5%). Enfin, signalons que les créances douteuses,

litigieuses et contentieuses ont progressé, en 2001, de 26,6 pour cent (contre 4,2% en 2000 et - 48,9% en 1999), reflétant une détérioration de la qualité du portefeuille de certaines banques, et en particulier d'un Etablissement, en dépit des apurements effectués en cours d'année.

Les crédits aux entreprises publiques sont essentiellement constitués de crédits à court terme consentis par la Banque Centrale à une entreprise récemment privatisée par le biais d'ouvertures de crédits documentaires pour l'importation de produits pétroliers. A fin 2001, les encours y afférents ont représenté 9,3 pour cent du total des crédits à l'économie, contre 3,6 pour cent à fin 2000, accusant un flux net de 164,4 milliards (93,0 milliards en 2000).

T24. Evolution des crédits bancaires à court terme recensé par objet
Créances sur exportations et administrations exclues. Chiffres de fin de période

	Encours en milliards de FMG			Variations en %		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Total des crédits à court terme	1535,7	1795,5	1857,1	10,2	16,9	3,4
Escompte commercial local	132,2	167,2	181,1	24,6	26,5	8,3
Avances sur marchandises	248,6	233,3	235,6	24,3	-6,2	1,0
Découverts	549,6	676,9	575,4	34,9	23,2	-15,0
Ventes à crédit	41,6	29,6	25,7	40,7	-28,9	-13,2
Faisance-valoir	0,0	0,0	0,4			
Avances sur produits	316,8	387,0	445,6	34,1	22,2	15,1
Préfinancement de collecte des produits	58,4	86,8	101,6	-25,3	48,6	17,1
Hors fiche	30,7	50,2	83,7	11,4	63,6	66,7
Créances douteuses, litig. & content.	157,8	164,4	208,1	-48,9	4,2	26,6

Quant aux **crédits à moyen et long termes**, leur croissance s'est encore poursuivie en 2001 (26,1% contre 25,3% en 2000 et -1,7% en 1999), confirmant la reprise des investissements, notamment depuis 2000. Cela s'est traduit par un flux net de 131,3 milliards de crédits (101,3 milliards en 2000 et -7,0 milliards en 1999). Les crédits à l'équipement se sont accrus, en net, de 46,7 milliards (32,0 milliards en 2000), soit un accroissement en pourcentage de 18,1 pour cent (contre respectivement 14,2% et 57,6%). Les encours moyens de crédits à l'équipement sur les trois dernières années ont avoisiné la moitié du total des crédits à moyen et long termes. Les crédits immobiliers ont également accusé une forte croissance de 35,9 pour cent en 2001, après un bond exceptionnel de 173,7 pour cent en 2000.

T25. Evolution des crédits bancaires à moyen et long termes recensés par objet.
Créances sur exportations et administrations exclues. Chiffres de fin de période

	Encours en milliards de FMG			Evolution en pourcentage		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Crédits à moyen et long terme	401,6	502,9	634,2	-1,7	25,3	26,1
Equipement	224,8	256,8	303,5	57,6	14,2	18,1
Immobilier	48,6	133,1	180,9	-35,8	173,7	35,9
Crédits d' accompagnement et acheteurs	31,9	16,5	21,8	-10,8	-47,9	31,9
Autres crédits à moyen et long terme	62,5	56,0	90,9	19,3	-10,5	62,5
Créances douteuses, litig. & content.	33,7	40,5	37,2	-67,0	20,4	-8,2

Sur la base des **risques bancaires**, c'est à dire l'ensemble des crédits dont l'encours dépasse, pour un emprunteur donné, la barre des 50 millions FMG, il ressort que c'est l'agriculture qui a été la plus privilégiée (croissance brute de 83,6 milliards, soit 20,5% contre respectivement 40,0% et -13,2% en 2000 et 1999). Elle a été financée par 19,8 pour cent du total des crédits bancaires (17,3% en 2000 et 14,9% en 1999). Après l'agriculture, ce sont les services qui ont connu un important flux de financement : 66,3 milliards, contre 182,8 milliards en 2000. Ils représentent 39,5 pour cent des risques bancaires, contre 35,0 pour cent en 2000 et 33,2 pour cent en 1999. Enfin, les risques sur la branche industrie ont connu une augmentation plus modérée de 25,8 milliards, tandis que ceux sur les autres activités ont enregistré une baisse de 50,2 milliards.

Le tableau suivant décrit la répartition sectorielle des risques bancaires.

T26. Risques bancaires par branche d' activité économique
(encours en milliards de FMG)

	1999	2000	2001
Agriculture	285,7	407,0	490,6
Industrie	826,5	850,8	876,6
Mines	14,3	15,7	13,3
Produits pétroliers	5,4	7,8	14,4
Manufactures	705,4	733,0	743,7
Agricoles et alimentaires	96,3	99,3	112,9
Matériaux de construction	61,9	50,2	46,2
Mécaniques et électriques	186,2	192,2	214,9
Chimiques	64,9	63,4	66,4
Textiles et confection	242,8	290,3	215,0
Autres	53,3	37,5	35,5
Travaux publics et bâtiments	101,4	94,3	105,1
Services	638,8	821,6	887,9
Transport	73,4	84,0	94,4
Commerce	565,5	737,6	793,5
Autres activités	173,0	269,5	219,3
TOTAL DES CREDITS	1 924,1	2 348,8	2 474,4

4.2.4-LES AUTRES POSTES NETS

Les autres postes nets du système bancaire se sont nettement améliorés par rapport à l'année précédente: un passif net de 204,7 milliards de FMG en 2001 contre 131,8 milliards de FMG en 2000. Cette amélioration (de 72,9 milliards) provient principalement de la Banque Centrale (pour 53,6 milliards), et, dans une moindre mesure, des banques commerciales (pour 19,3 milliards).

T27. Evolution des autres postes nets - Rubriques placées à l'actif
(chiffres en milliards de FMG)

	1999	2000	2001	Variation 00-01
Banque Centrale	171,4	275,5	221,9	-53,6
Ajustement devises (+si perte de change)	75,8	85,5	56,0	-29,5
Résultats de la BCM (+si perte)	-1,2	-17,6	-50,5	-32,9
Autres divers nets	96,8	207,6	216,4	-8,8
Banques commerciales	-308,0	-407,3	-426,6	-19,3
capitaux permanents	-445,8	-517,9	-620,7	-102,8
autres divers nets	137,8	110,6	194,1	83,5
Système bancaire	**-136,6**	**-131,8**	**-204,7**	**-72,9**

En effet, la Banque Centrale a dégagé en 2001 un résultat net exceptionnellement élevé de 50,5 milliards et des gains de change de 29,5 milliards. Les gains de change proviennent essentiellement de l'appréciation du dollar américain, devise dans laquelle est libellée la plus grande partie des avoirs extérieurs de la Banque Centrale. De plus, l'accroissement du stock de réserves en USD a contribué à renforcer ces gains de change.

Au niveau des banques commerciales, l'évolution des autres postes nets dénote l'amélioration de leur santé financière. En effet, les capitaux permanents ont augmenté de près de 103 milliards, grâce aux reports de bénéfices, à la réaffectation des bénéfices en réserves et en provisions, et également à l'apport de nouveaux capitaux.

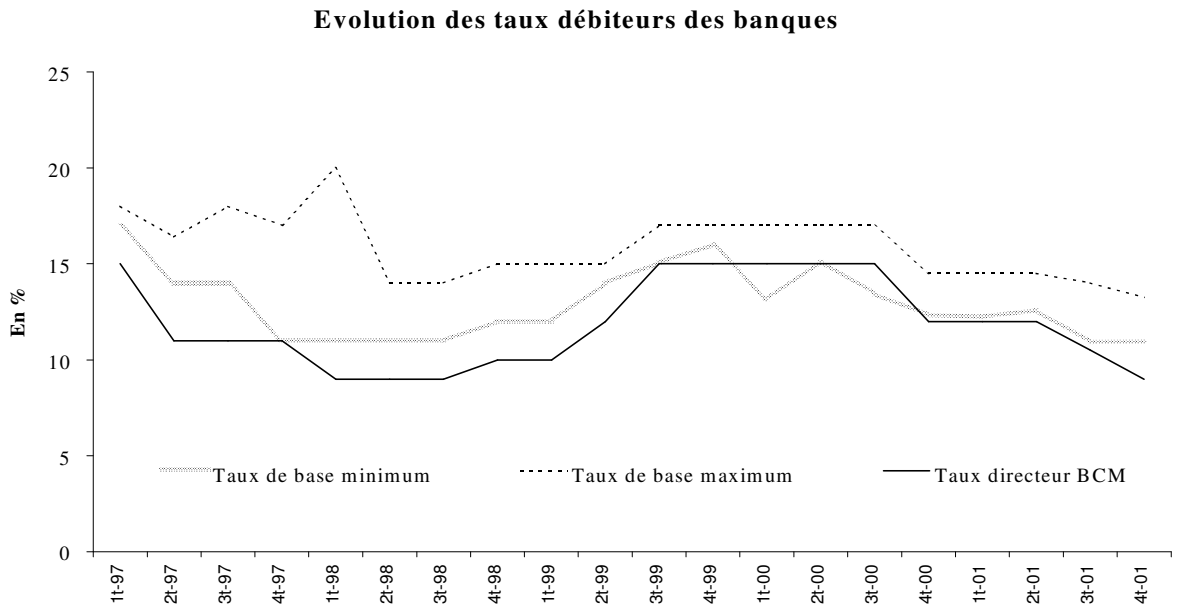
4.2.5-L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERET DEBITEURS

La Banque Centrale a, par deux fois, révisé à la baisse le taux directeur au cours de l'année 2001, compte tenu du ralentissement sensible de l'inflation. De 12,00 pour cent depuis le début de l'année, ce taux a été réduit à 10,50 pour cent au mois de juin, puis ramené à 9,00 pour cent au mois d'octobre. Cette évolution a été suivie, mais dans une moindre ampleur, au niveau des banques commerciales dont les taux de base ont commencé à accuser une détente dès le troisième trimestre. Ainsi, le taux de base minimum a été ramené de 12,25 pour cent à 10,95 pour cent, et le taux de base maximum de 14,50 pour cent à 13,25 pour cent.

T28. Structure et évolution des taux d'intérêts débiteurs
(chiffres en %)

	Taux directeur de la BCM	Taux de base minimum des banques	Taux de base maximum des banques
1 trim 01	12,00	12,25	14,50
2 trim 01	12,00	12,59	14,50
3 trim 01	10,50	10,92	14,00
4 trim 01	9,00	10,95	13,25

Fig.14



N'ayant été effective qu'à partir du second semestre 2001, la détente des taux bancaires n'a pratiquement eu aucun effet sur les crédits à court terme au secteur privé et parapublic. Par contre, le Trésor public a à la fois profité de cette détente et de l'abondance de trésorerie des banques pour lever des fonds, ce qui a provoqué une accélération exceptionnelle des souscriptions de bons du Trésor au second semestre.

4.3-L'EVOLUTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE ET DE L'EXCEDENT DE RESERVES OBLIGATOIRES

L'année 2001 a connu une forte accélération de la liquidité bancaire. Le total des encaisses et des dépôts des banques à la Banque Centrale a augmenté de 48,8 pour cent en 2001, contre une baisse de -7,2 pour cent l'année précédente. La base monétaire s'est, par conséquent, accrue de 29,7 pour cent, contre seulement 12,2 pour cent en 2000. Cette abondance de liquidités bancaires constitue un corollaire direct des rentrées massives de devises en cours d'année. La situation du marché interbancaire de devises a en effet été caractérisée par des ventes importantes par les banques et par une position quasi-exclusive d'acheteur pour la Banque Centrale. Les achats nets de devises sur le MID par la Banque Centrale se sont élevés à 162,6 millions de DTS en 2001, contre 117,8 millions de DTS en 2000. Ces achats nets donnent lieu en contrepartie à l'injection de liquidités dans le circuit bancaire.

L'accumulation de liquidités à l'intérieur du système bancaire a conduit à une diminution de la valeur du **multiplicateur monétaire**[2], qui est passée de 2,27 en 2000 à 2,17 en 2001.

Cependant, face à cette situation, la Banque Centrale a maintenu les quotités sur les **réserves obligatoires**. Celles-ci sont ainsi restées les mêmes que celles en vigueur depuis octobre 2000, c'est-à-dire 24 pour cent des dépôts à vue ou assimilés et 3 pour cent des dépôts à échéances fixes ou d'épargne.

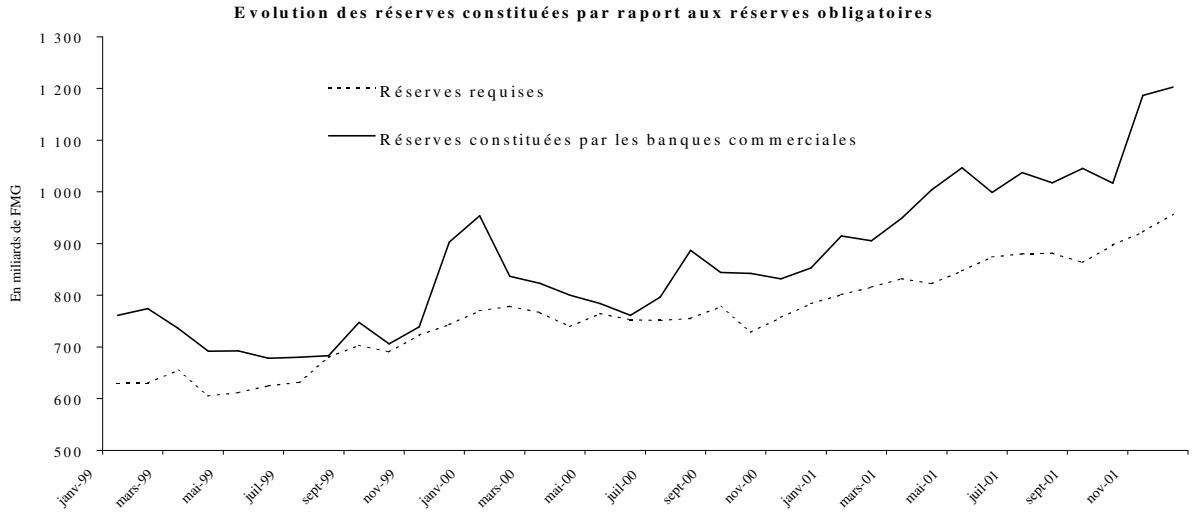
[2] Le multiplicateur monétaire est le rapport entre la masse monétaire et la base monétaire

Ainsi, l'excédent de réserves obligatoires a atteint 18,2 pour cent des réserves requises en 2001, contre 9,8 pour cent en 2000 et 11,1 pour cent en 1999. Sur les trois derniers trimestres, les banques se sont trouvées en situation de surliquidité : les réserves constituées ont, en moyenne, excédé de 20 pour cent le niveau des réserves requises.

T29. Evolution des excédents de réserves constituées par les banques par rapport aux réserves requises (chiffres en %)

	1998	1999	2000	2001
1er trimestre	23,5	18,7	12,9	13,1
2e trimestre	14,7	12,0	4,0	20,0
3e trimestre	8,5	4,8	10,7	18,1
4e trimestre	13,2	8,7	11,4	21,5
Evolution annuelle	15,0	11,1	9,8	18,2

Fig.15



Les banques ont éprouvé des difficultés pour le placement de ces liquidités dès le début de l'année. L'excédent de réserves est alors monté à 20 pour cent au deuxième trimestre. Outre le crédit au secteur privé, le **marché des bons du Trésor** constitue l'autre placement productif pour les banques, les avoirs extérieurs étant limités eu égard à l'obligation de respecter la position de change. L'émission massive de titres publics par le Trésor, dont l'augmentation de l'encours nominal souscrit par les banques totalise 638,2 milliards sur l'année contre seulement 181,0 milliards en 2000, a quelque peu détendu la situation. Mais si l'endettement massif de l'Etat a fortement contribué à la régulation de la liquidité du système bancaire, cela n'a pas résolu tous les problèmes de trésorerie de l'Etat, puisqu'une accumulation d'arriérés de paiement intérieurs est apparue vers la fin de l'année. Il a, par ailleurs, été remarqué que lors de chaque adjudication, les offres des banques ne sont jamais retenues en totalité. Ainsi, malgré l'augmentation substantielle et régulière du montant adjugé sur le marché des bons du Trésor (46,9% en 2001, 48,1% en 2000 et 30,3% en 1999), ce dernier n'a pas réussi à absorber la liquidité bancaire, et cette situation explique en partie la détente des taux observée en 2001. En somme, le marché des BTA n'est pas parvenu à réguler la liquidité bancaire. De plus, les liquidités restantes n'ont pas été absorbées par le secteur parapublic et privé en raison de la réticence des banques à prêter à ce secteur.

Sur le **marché monétaire**, la liquidité très confortable du secteur bancaire a rendu les recours au refinancement auprès de la Banque Centrale pratiquement inexistants. Plus généralement, depuis le dernier trimestre de 1998, le marché monétaire (exclusion faite des BTA) est demeuré peu animé. La création du marché secondaire de BTA a permis aux banques de régler tout ou partie de leurs problèmes de liquidités, puisqu'elles peuvent désormais y rétrocéder les titres publics qu'elles détenaient en cas de besoin de liquidités. Les échanges sur le marché secondaire se sont alors fortement développés : de 416,7 milliards en 1998, leur volume a atteint 2 125,4 milliards en 2001.

4.4-LE SYSTEME DE PAIEMENT

4.4.1-L'EMISSION DE BILLETS ET MONNAIES

Le stock de billets et monnaies a de nouveau enregistré une forte augmentation de 20,9 pour cent en 2001, après 24,2 pour cent en 2000. Cette progression est particulièrement marquée par la hausse de l'émission de billets de 25 000 FMG (+45,3%). En termes de montant, il apparaît que l'augmentation de la circulation fiduciaire s'est principalement effectuée en 2001 avec des billets de 25 000 FMG (pour 421,3 milliards), et accessoirement à partir des billets de 1 000 FMG, de 500 FMG et des pièces de monnaie (pour 8,3 milliards au total), les billets de 10 000 FMG, de 5 000 FMG et de 2 500 FMG ayant tous fait l'objet de retraits nets, totalisant 50,7 milliards sur l'année.

En effet, depuis deux ans, le secteur bancaire a de plus en plus tendance à n'offrir que des billets de 25 000 FMG (86,5% du montant total de la circulation fiduciaire en 2001, contre 81,6% en 2000 et 74,6% en 1999), au détriment des autres signes monétaires. La part des billets de 10 000 FMG et de celle des billets de 5 000 FMG ont ainsi été réduites de moitié en deux ans, tandis que celle des billets de 2 500 FMG n'est plus qu'à son tiers. Seuls les pourcentages des émissions de billets de 1 000 FMG et de 500 FMG sont à peu près conservés.

L'insuffisance des petites coupures, particulièrement des billets de 2 500 FMG, 5 000 FMG et 10 000 FMG est ressentie au niveau du marché des biens et services, où les transactions s'en trouvent gênées.

T30. Evolution du stock de billets de banque et de pièces de monnaie

	Montant en milliards de FMG			Structure en %		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Circulation fiduciaire	1524,7	1873,0	2253,0	100,0	100,0	100,0
Billets de 25 000	1137,8	1527,8	1949,1	74,6	81,6	86,5
10 000	209,1	180,0	142,7	13,7	9,6	6,3
5 000	93,6	78,5	72,3	6,1	4,2	3,2
2 500	18,8	16,8	9,6	1,2	0,9	0,4
1 000	30,4	32,7	38,0	2,0	1,7	1,7
500	18,4	18,6	21,6	1,2	1,0	1,0
Pièces	16,6	18,1	19,5	1,1	1,0	0,9

4.4.2-LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Le montant total des chèques, effets de commerce et virements compensés sur l'ensemble du territoire est en augmentation régulière , et a atteint 18 592 milliards à la fin de l'année 2001, contre 16 305 milliards en 2000 et 14 424 milliards en 1999. La plupart des opérations (77% en 2001) se sont effectuées à Antananarivo. Et alors qu'au cours des deux dernières années la croissance des montants compensés était à peu près la même dans la capitale comme dans les autres villes, l'année 2001 a marqué une singularité car la quasi-totalité de l'augmentation a eu lieu dans la seule ville d'Antananarivo.

T31. Chèques, effets de commerce et virements compensés

	Montants en milliards de FMG			Variation en %		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Antananarivo	10 716,7	12 051,4	14 264,3	23,3	12,5	18,4
Autres villes	3 707,5	4 253,3	4 327,9	25,0	14,7	1,8
Total	14 424,1	16 304,7	18 592,1	23,7	13,0	14,0

4.4.3-LES INCIDENTS DE PAIEMENT

Après un recul au cours des deux dernières années, les incidents de paiements ont de nouveau connu une recrudescence en 2001.

En effet, le *montant des impayés* s'est accru de 35 pour cent, contre 6 pour cent en 2000. Les impayés sur chèques se sont élevés à 89,5 milliards après 67,1 milliards en 2000 et 78,9 milliards en 1999, tandis que ceux relatifs aux effets de commerce se sont chiffrés à 67,1 milliards contre 49,2 milliards en 2000 et 30,6 milliards en 1999.

Pour ce qui est du *nombre des incidents*, il y a également eu une augmentation: 18,0 pour cent contre une baisse de même ampleur en 2000. Si le nombre d'effets impayés a été à peu près le même que l'année précédente (2 760 contre 2 720 en 2000), celui des incidents sur chèques s'est nettement accru (9 615 contre 7 775 l'année dernière).

Les incidents sur les effets sont demeurés plus concentrés dans la capitale comparativement aux incidents sur chèques, aussi bien en termes de montant qu'en termes de nombre.

T32. Evolution des impayés
(montant en milliards de FMG)

		Total 1999	Dont Antananarivo		Total 2000	Dont Antananarivo		Total 2001	Dont Antananarivo		Variation en %		
											1999	2000	2001
Chèques	Nombre	8 191	5 723	(70%)	7 775	5 283	(68%)	9 615	6 646	(69%)	-18,0	-5,0	24,0
	Montant	78,9	45,5	(58%)	67,1	47,5	(71%)	89,5	56,6	(63%)	6,0	-15,0	33,0
Effets	Nombre	4 619	4 243	(92%)	2 720	2 194	(81%)	2 760	2 100	(76%)	14,0	-41,0	1,0
	Montant	30,6	28,7	(94%)	49,2	41,3	(84%)	67,1	57,6	(86%)	-40,0	61,0	36,0
Total	Nombre	12 810	9 966	(78%)	10 495	7 477	(71%)	12 375	8 746	(71%)	-9,0	-18,0	18,0
	Montant	109,5	74,2	(68%)	1 16,3	88,8	(76%)	156,7	114,2	(73%)	-13,0	6,0	35,0

DEUXIEME PARTIE:

L'ADMINISTRATION ET LES COMPTES ANNUELS DE LA BANQUE CENTRALE

1-L'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE

1.1- L'ADMINISTRATION

LE GOUVERNEUR

Le poste de Gouverneur de la Banque Centrale de Madagascar est occupé par M. Gaston Edouard RAVELOJAONA depuis le 27 juin 1996, date de sa nomination par le Président de la République en Conseil des Ministres, sur présentation du Ministre chargé des Finances. Il assure la présidence du Conseil d'Administration.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2001, aucun changement n'est intervenu au niveau du Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Madagascar. Ainsi, depuis le 23 août 1998, sont administrateurs nommés pour un mandat de quatre ans :

- Au titre de la Présidence de la République :

M.M. Théophile RAJAONARIVELO

Ambroise TATA

- Au titre de l'Assemblée Nationale :

MM. Tsialefitry ALY SAANDY

Joseph Elire RABEMANANJARA

- Au titre du Gouvernement :

MM. Henri Victor BOANORO

Renaud RAJAONAH.

LES CENSEURS

De même, MM. Honoré RAKOTOMANANA, Rasata RAINIKETAMANGA et Flavien TODY demeurent censeurs depuis leur nomination en 1997.

LE DIRECTEUR GENERAL

Nommé par le Président de la République en Conseil des Ministres sur proposition du Conseil d'Administration, M. Ferdinand VELOMITA occupe le poste de Directeur Général depuis le 27 juin 1996.

LES DIRECTEURS

- Directeur des Services Etrangers et de la Dette Extérieure
  M. André RAJAONAH-RATSIMISETRA,
- Directeur du Crédit
  M. Henri Bernard RAZAKARIASA,

- Directeur des Etudes
  M. Jean Joseph RAKOTONIRINA,

- Directeur des Opérations Financières
  M. Lala ANDRIAMAMPIONONA,

- Directeur de la Comptabilité Générale
  M. Solofo ANDRIANALIJAONA,

- Directeur de l'Audit Interne
  M. Niaina RABEARIVONY,

- Directeur des Ressources Humaines
  Mme Louisette RAHAJARIVONY,

- Directeur de l'Administration Générale
  M. Rajaona ANDRIAMANOHISOA,

- Directeur de l'Organisation et de l'Informatique
  M. Benjamin RAZAFINANJA,

- Directeur par intérim des Affaires Juridiques
  M. Justin RAKOTONDRAMANANA,

- Directeurs Chargés de Mission
  Mme Clotilde RAZANA-RAMIANDRISOA,
  M. Mamy RAMANJATOSON,
  M. Gilbert Aimé RAZAFINDRAKOTO,

- Directeur de la Succursale de Toamasina
  M. Fetra RAKOTOMALALA RAJAOFERA,

- Directeur de la Succursale de Fianarantsoa
  M. Jules Théodore RAKOTONDRAMANGA,

1.2-LA GESTION DE LA BANQUE CENTRALE

1.2.1-L'AMELIORATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION

Le projet portant modernisation du Centre de Documentation de la Banque Centrale, financé sur don de l'United Agency For International Development (USAID), a été achevé en 2001. Cette phase finale a été concrétisée, le 4 décembre 2001, par la remise officielle de quelque 234 (deux cent trente quatre) ouvrages économiques et financiers à titre d'enrichissement de fonds documentaires.

1.2.2-L'EFFECTIF DE LA BANQUE CENTRALE

Comparativement à la situation qui a prévalu en 2000, l'effectif du personnel de la Banque Centrale a stagné en 2001. Pour le siège d'Antananarivo et les succursales de Toamasina et de Fianarantsoa, il a été de 674 en 2001, contre 679 en 2000. Avec les huit agences, (Antsiranana, Mahajanga, Manakara, Morondava, Nosy Be, Sambava, Fort Dauphin et Tuléar), l'effectif général a été de 826 en 2001, contre 828 en 2000.

T33. Evolution de l'effectif de la BCM au 31 décembre 2000 et 2001

Catégorie	2000			2001		
	Siège	Succursales	Agences	Siège	Succursales	Agences
HC	17	2		17	2	
A	88	6	8	94	7	8
B	148	15	4	141	19	7
C	83	23	29	83	23	35
D	63	25	35	70	29	44
E	23	4	2	20	4	5
F	53	13	2	66	13	3
K	83	33	69	60	26	50
Total	558	121	149	551	123	152
Total Général	**828**			**826**		

Malgré cette apparente stagnation du nombre du personnel en 2001 par rapport à 2000, on dénote à l'intérieur de chaque catégorie une certaine mutation, laquelle s'explique notamment par l'organisation de concours professionnels à la Banque Centrale en 2001, et, dans une certaine mesure, par l'intégration de certains contractuels, surtout dans les agences, en sus de quelques promotions.

2-LES COMPTES ANNUELS DE LA BANQUE CENTRALE

Les actions entreprises depuis 2000 par la Banque Centrale se sont poursuivies en 2001. Il en est notamment de la politique des placements en devises et de la réhabilitation des agences. Il est souligné en particulier l'amélioration plus marquée des avoirs extérieurs suite à de nouveaux déblocages d'aides financières et la stabilisation des avances octroyées au Trésor. Sur ce dernier point, l'exercice n'a connu ni de nouvelle convention de prêt en devises, ni de remboursement sur ces prêts. L'exercice dégage au total un résultat positif s'élevant à 50,5 milliards, contre 17,6 milliards l'année précédente.

2.1-LE BILAN

La masse bilantielle de la Banque Centrale, d'une valeur de 10 266 milliards, enregistre une augmentation de 18,4 pour cent par rapport à l'exercice 2000.

L'actif est caractérisé par la prépondérance des avoirs extérieurs : 25,8 pour cent de la masse bilantielle, contre 21,6 pour cent l'année précédente. Les autres postes importants conservent leur part avec respectivement, pour les disponibilités en caisse et le concours au Trésor, 24,6 pour cent et 20,6 pour cent. Le concours à la clientèle et les immobilisations restent marginaux par rapport au total de l'actif avec respectivement 3,4 pour cent et 0,75 pour cent.

Quant au **passif**, une bonne partie est constituée par les billets et monnaies émis qui représentent les 46,5 pour cent de la masse bilantielle. Leur part accuse une augmentation de 2,8 points par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts des établissements de crédit et des institutions financières ont eu une évolution presque identique : 11,5 pour cent du total du bilan 2001, soit une évolution positive de 2,5 points par rapport à l'exercice 2000. Les autres éléments ont trouvé leur part diminuée dans la composition du passif. Parmi ceux-ci, il faut noter les dépôts des banques et institutions financières non-résidentes et les dépôts du Trésor Public qui constituent respectivement les 9,8 pour cent et 8,5 pour cent du total du passif.

T34. Bilan de la Banque Centrale de Madagascar arrêté au 31 décembre 2001

ACTIF en millions de FMG

Rubrique	Avoirs en FMG (1)	Contrevaleur en FMG des avoirs en devises (2)	TOTAL EXERCICE 2001 (1)+(2)	TOTAL EXERCICE 2000
CAISSES ET DIVERS	2 523 294,1	614,3	2 523 908,4	1 915 236,8
CONCOURS AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET AUX INSTITUTIONS FINANCIERES RESIDENTS	40 159,3	487,6	40 646,9	59 853,6
Intervention sur le Marché Monétaire	0	0	0	0
Autres concours	40 159,3	487,6	40 646,9	59 853,6
CONCOURS AUX BANQUES ET AUX INSTITUTIONS FINANCIERES NON RESIDENTES	2,6	2 648 345,4	2 648 347,9	1 872 551,0
CONCOURS AU TRESOR PUBLIC	1 570 608,0	543 608,1	2 114 216,1	2 032 916,8
Prêts au Trésor Public	1 562 253,9	543 608,1	2 105 862,0	2 020 564,5
Souscriptions Bons du Trésor	0	0	0	0
Pension et escompte de Traites et Obligations Cautionnées	8 354,1	0	8 354,1	12 352,3
CONCOURS A LA CLIENTELE	156 801,3	191 040,8	347 842,1	181 706,8
COMPTES DE LIAISON	2 314 189,7	7 521,4	2 321 711,1	2 349 706,9
COMPTES D'ATTENTE DEBITEURS	41 905,7	1 245,2	43 150,9	59 703,1
DEBITEURS DIVERS	65 922,8	0	65 922,8	88 928,7
VALEURS RECUES A L'ENCAISSEMENT	68 912,1	0	68 912,1	29 661,7
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	14 305,2	1,4	14 306,7	18 872,5
VALEURS IMMOBILISEES	77 260,2	0	77 260,2	60 051,0
TOTAL	**6 873 361,0**	**3 392 864,1**	**10 266 225,1**	**8 669 189,0**

Bilan de la Banque Centrale de Madagascar arrêté au 31 décembre 2001 (suite)

PASSIF en millions de FMG

Rubrique	Engagements en FMG (1)	Contrevaleur en FMG des engagements en devises (2)	TOTAL EXERCICE 2001 (1)+(2)	TOTAL EXERCICE 2000
BILLETS ET MONNAIES EMIS	4 776 276,2	0	4 776 276,2	3 788 576,8
DEPOTS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES RESIDENTS	1 140 475,8	192,5	1 140 668,3	746 706,9
Interventions sur le Marché Monétaire	0	0	0	0
Autres dépôts	1 140 475,8	192,5	1 140 668,3	746 706,9
DEPOTS DES BANQUES ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON RESIDENTES	14 013,4	997 041,8	1 011 055,2	870 283,3
DEPOTS DU TRESOR PUBLIC	528 043,9	348 776,4	876 820,2	849 822,6
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 362,9	7 023,0	8 385,9	8 800,1
COMPTES DE LIAISON	2 315 802,7	0	2 315 802,7	2 310 459,0
COMPTES D'ATTENTE CREDITEURS	3 477,8	5 708,2	9 186,0	11 249,9
CREDITEURS DIVERS	13 288,4	0	13 288,4	19 406,5
COMPTES EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	0	1,4	1,4	2,5
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	364,2	0	364,2	22,2
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	11,5	0	11,5	36,4
PROVISIONS	20 445,2	0	20 445,2	20 490,5
RESERVES	17 616,2	0	17 616,2	17 616,2
FONDS DE DOTATION	15 227,0	0	15 227,0	15 138,5
CAPITAL	1 000,0	0	1 000,0	1 000,0
REPORT A NOUVEAU	-6 771,6	0	-6 771,6	-6 771,6
RESULTAT EN INSTANCE D'APPROBATION	16 349,1	0	16 349,1	-1 289,1
RESULTAT DE L'EXERCICE	50 499,1	0	50 499,1	17 638,2
TOTAL	**8 907 481,8**	**1 358 743,3**	**10 266 225,1**	**8 669 189,0**

2.2-LE COMPTE DE RESULTAT

2.2.1-LES CHARGES

Par rapport à l'exercice 2000, les charges ont fortement diminué en 2001 (de l'ordre de 16,3%), en raison notamment du recul des charges exceptionnelles et des dotations aux amortissements et aux provisions. Totalisant 140,3 milliards, elles sont principalement composées de l'entretien de la circulation fiduciaire (41,3%) et des frais du personnel (28,9%), puis, dans une moindre mesure, des dépenses sur les opérations interbancaires (6,2%), des charges externes (11,9%) et des amortissements et provisions (11,0%).

Les charges relatives à l'entretien de la circulation fiduciaire (fabrication, frais de transport et assurances, frais de destruction) n'ont pratiquement pas changé par rapport à l'année précédente. Si les coûts de fabrication des signes monétaires ont diminué, leur frais de transport ont par contre connu une hausse. Les charges sur les opérations interbancaires ont baissé de 1,1 milliard (-6,4%), et les charges d'exploitation également de 1,1 milliard (-11,3%), tandis que les charges du personnel ont augmenté de 3,0 milliards (8,1%).

2.2.2-LES PRODUITS

D'un total de 190,8 milliards, les produits ont accusé une légère augmentation (+3%) par rapport au dernier exercice. Ils se composent essentiellement des produits sur les opérations interbancaires pour 50,6 pour cent et des produits sur les opérations avec le Trésor, la clientèle et les autres opérations pour 45,5 pour cent. Les produits sur opérations interbancaires ont diminué de 4,8 milliards, tandis que ceux sur les opérations avec le Trésor et la clientèle et les produits sur les autres opérations connurent un accroissement global de 10,2 milliards.

T35. Compte de résultat de la Banque Centrale de Madagascar arrêté au 31 décembre 2001 (en millions de FMG)

CHARGES	2000	2001	PRODUITS	2000	2001
Charges sur circulation fiduciaire & opérations interbancaires	59 166,4	57 873,2	Produits sur opérations interbancaires	101 298,8	96 525 ,6
Charges sur opérations avec le trésor , la clientèle et sur autres opérations	9 864,6	8 753 ,7	Produits sur opérations avec le trésor , la clientèle et sur autres opérations	76 496,6	86 690,5
Charges de personnel	37 466,1	40 492,6			
Impôts et taxes	300,6	282,8	Subventions d'exploitation	217,5	409 ,4
Charges externes	15 960,5	16 660,2	Produits divers d'exploitation	487,6	239,0
Charges diverses d'exploitation	293,2	229,4	Produits exceptionnels	122,1	626,5
Charges exceptionnelles	3 195,9	513,4	Reprises de provisions	5 574,8	6 261,9
Dotations aux amortissements et aux provisions	41 265,1	15 448,4	Transfert de charges	953,2	(
Excédent produits sur charges	17 638,2	**50 499,1**			
TOTAL	**185 150,7**	**190 752,9**	**TOTAL**	**185 150,7**	**190 752,9**

2.3-LE HORS BILAN

Les **engagements en Hors Bilan** ont très fortement diminué (- 48%) à cause notamment de la baisse des engagements de financement donnés, qui sont constitués par les cautions fournies en couverture de lettres de crédit.

Les opérations de change en instance de couverture apparaissent plus fortes, mais sans atteindre l'importance de la variation susmentionnée, par rapport aux engagements en fin de période de l'exercice 2000.

Quant aux engagements de financements reçus et de garantie, il n'y a pas eu de mouvement durant l'exercice 2001. Les variations en FMG résultent uniquement de l'évolution des cours des devises.

T36. Le hors-bilan de la Banque Centrale
(en millions de FMG)

RUBRIQUE	2000	2001
Engagements de financement donnés	433 703,0	78 418,3
Engagements de financement reçus	135 944,1	132 596,1
Engagements de garantie	28 021,7	28 367,2
Opérations de change au comptant – Engagements reçus	12 188,9	41 854,0
Opérations de change au comptant – Engagements donnés	12 155,5	42 194,1
Compte d'ajustement devises Hors Bilan	36,7	340,1

2.4- OPINION DES AUDITEURS
SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2001

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels (bilan, compte de résultat et hors bilan) de la BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR (BCM) pour l'exercice clos le 31 décembre 2001. Ces comptes annuels ont été arrêtés par la Direction Générale de la Banque Centrale de Madagascar. En tant qu'auditeur indépendant, notre mission consiste à formuler une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes Internationales d'audit de l'IFAC et selon les principes et les dispositions prévus par le Plan Comptable Bancaire Malagasy et le Plan Comptable Général 1987. Ces normes requièrent la planification et les diligences qui permettent d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'inexactitude significative.

Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants justifiant les montants figurant dans les comptes et les informations données en annexe. Il donne lieu également à l'évaluation des principes et méthodes comptables suivis et des principales estimations adoptées par la Banque Centrale ainsi qu'une évaluation globale de la présentation des comptes annuels.

Nous considérons que les travaux effectués constituent une base raisonnable pour formuler notre opinion.

Comme mentionné en Note 31, la BCM est assujettie à l'IBS selon la Direction Générale des Impôts. Pour l'exercice 2001, le montant normalement dû pour FMG 15 235 243 548 n'est pas enregistré ; une négociation auprès de l'Administration fiscale est en cours.

A NOTRE AVIS,

A l'exception de l'incidence sur les comptes financiers du point mentionné dans le paragraphe précédent, les comptes annuels de la BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR arrêtés au 31 décembre 2001, tels que présentés dans les tableaux A, B, C et D ci-après, sont sincères et donnent une image fidèle, sur tous les aspects significatifs du résultat de ses opérations, de sa situation financière arrêtée à cette date en conformité avec les principes comptables et bancaires généralement admis à Madagascar.

A titre d'information, il faut noter que :

Au 31 décembre 2001, le Trésor n'a pas pu rembourser les échéances des avances en devises prévues à l'article 15 des statuts de la BCM selon la loi 99.015 du 02 août 1999 relatifs aux trois prêts consentis à l'Etat Malagasy pour USD 18 500 000 le 13 décembre 1999, pour USD 17 500 000 le 12 janvier 2000 et pour USD 36 000 000 le 14 novembre 2000. Pour le 1er prêt de USD 65 000 000 du 25 septembre 1998, il reste un reliquat impayé de USD 25 630 192,56 (Cf. Note 5.3).

Antananarivo, le 28 juin 2002
Delta Audit Associés

Justine RAHELIARINORO	Denis RATSIMANDRESY
Partner	Senior Manager

ANNEXES

PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX COURANTS
(en milliards de francs malgaches)

	1998	1999	2000	2001
AGRICULTURE	5 719,4	6 423,0	6 945,0	7 679,0
INDUSTRIE	2 549,3	2 860,0	3 384,2	4 015,0
SERVICES	10 680,5	12 227,0	13 677,8	16 070,0
dont secteur public	1 057,6	1 269,0	1 451,0	1 722,0
CHARGES NON IMPUTES	-237,6	-309,0	-270,0	-233,0
PIB AUX COUTS DES FACTEURS	18 711,6	21 201,0	23 737,0	27 531,0
TAXES INDIRECTES	1 637,9	2 183,0	2 504,6	2 312,0
PIB AUX PRIX DU MARCHE	20 349,5	23 384,0	26 242,0	29 843,0
IMPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	1 675,6	1 763,0	2 554,0	2 129,0
Importations BSNF	6 034,4	7 629,0	10 539,0	10 748,0
Exportations BSNF	4 358,1	5 867,0	7 984,0	8 619,0
RESSOURCES DISPONIBLES	22 025,1	25 146,0	28 796,0	31 972,0
CONSOMMATION	19 347,0	21 773,0	24 547,0	26 632,0
Publique	1 621,0	1 741,0	2 064,0	2 639,0
Privée	17 726,0	20 032,0	22 483,0	23 993,0
INVESTISSEMENT	2 678,0	3 374,0	4 250,0	5 340,0
CAPITAL FIXE	2 678,0	3 374,0	4 250,0	5 340,0
PUBLIC	1 534,2	1 504,0	1 620,0	2 000,0
PRIVE	1 143,8	1 869,0	2 630,0	3 340,0
EPARGNE	1 002,5	1 611,0	1 695,0	3 210,7
DEFLATEUR DU PIB (1984 =100)	957,1	1 051,0	1 126,0	1 208,0
POPULATION	14 051,0	14 444,0	14 849,0	15 265,0

Source: Institut National de la Statistique

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

I - Variations annuelles en %

	Glissement déc /déc	Moyenne de l' année
2000	10,0	12,3
2001	4,8	6,9

II – Indices des prix

(base 100 = Moyenne janvier 2000 à décembre2000)

	Indice Brut (*)	Variation mensuelle
2000		
Janvier	97,5	1,9
Février	98,4	0,9
Mars	99,9	1,5
Avril	99,0	-0,9
Mai	99,1	0,1
Juin	99,4	0,3
Juillet	98,9	-0,5
Août	99,4	0,5
Septembre	101,4	2,0
Octobre	102,8	1,4
Novembre	104,0	1,2
Décembre	105,2	1,2
Moyenne	**100,4**	
2001		
Janvier	107,1	1,8
Février	109,5	2,2
Mars	108,5	-0,9
Avril	106,4	-1,9
Mai	105,8	-0,6
Juin	105,1	-0,7
Juillet	105,5	0,4
Août	106,0	0,5
Septembre	107,1	1,0
Octobre	108,3	1,1
Novembre	109,1	0,7
Décembre	110,2	1,0
Moyenne	**107,4**	

(*) – Sources : Institut National de la Statistique

EVOLUTIONS DU TAUX DE CHANGE

(moyenne mensuelle)

	ECU	USD	DTS
1999			
Janvier	6 350,60	5 468,49	7 683,49
Février	6 350,10	5 663,95	7 827,32
Mars	6 453,23	5 920,88	8 069,20
Avril	6 597,68	6 160,29	8 339,68
Mai	6 782,94	6 370,69	8 603,77
Juin	7 065,00	6 804,01	9 123,55
Juillet	6 899,59	6 666,10	8 931,40
Août	7 023,59	6 621,05	9 005,16
Septembre	6 892,59	6 565,13	9 008,65
Octobre	6 753,62	6 302,88	8 757,26
Novembre	6 585,52	6 367,18	8 766,15
Décembre	6 565,90	6 486,65	8 914,49
Moyenne annuelle	**6 693,36**	**6 283,11**	**8 585,84**
2000			
Janvier	6 697,57	6 593,78	9 046,68
Février	6 659,48	6 769,14	9 113,33
Mars	6 680,05	6 917,41	9 295,04
Avril	6 662,06	7 026,75	9 409,55
Mai	6 533,68	7 212,89	9 478,22
Juin	6 313,89	6 643,66	8 849,98
Juillet	6 189,71	6 580,38	8 731,08
Août	6 021,76	6 644,19	8 710,56
Septembre	5 936,71	6 814,72	8 808,27
Octobre	5 833,05	6 813,88	8 759,77
Novembre	5 694,14	6 656,28	8 536,08
Décembre	5 863,90	6 536,49	8 471,60
Moyenne annuelle	**6 257,17**	**6 767,46**	**8 934,18**
2001			
Janvier	6 111,50	6 509,07	8 477,90
Février	6 077,20	6 593,66	8 532,58
Mars	6 049,70	6 630,02	8 494,00
Avril	6 031,72	6 751,62	8 578,33
Mai	5 971,42	6 799,58	8 590,97
Juin	5 850,50	6 858,66	8 576,70
Juillet	5 759,23	6 696,14	8 380,90
Août	5 799,19	6 440,84	8 220,98
Septembre	5 805,85	6 371,36	8 190,25
Octobre	5 790,91	6 387,06	8 176,33
Novembre	5 760,67	6 492,55	8 227,34
Décembre	5 832,94	6 531,37	8 257,59
Moyenne annuelle	**5 903,40**	**6 588,49**	**8 391,99**

A partir de janvier 1999 l' ECU est remplacé par l' EURO

SITUATION MONETAIRE
(en millions de FMG)

AVOIRS	2000		2001		
	DECEMBRE	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DECEMBRE
POSITION EXTERIEURE NETTE	1 777 054,7	2 030 223,4	2 282 517,7	2 098 315,8	2 306 920,3
Banque Centrale	1 002 925,9	1 146 144,3	1 297 249,4	1 247 152,1	1 638 708,3
Avoirs Extérieurs nets	1 170 462,2	1 311 646,3	1 449 979,6	1 401 259,2	1 787 670,2
Arriérés de paiem. Ext (-)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
F.M (-)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements Ext. à L.T (-)	167 536,2	165 502,0	152 730,2	154 107,1	148 961,9
Banques de Dépôts	774 128,8	884 079,1	985 268,3	851 163,7	668 212,0
- Avoirs Extérieurs nets	835 864,7	933 638,6	1 035 614,5	914 736,9	783 454,6
- Engagements Ext.à L.T(-)	61 735,9	49 559,5	50 346,2	63 573,2	115 242,6
CREANCES NETTES SUR L' ETAT	1 856 532,5	1 870 850,5	1 824 979,0	2 241 076,5	2 477 066,3
Créances nettes syst.banc.	1 563 291,1	1 533 199,8	1 439 521,8	1 828 683,2	2 047 829,4
- Banque Centrale	1 162 669,6	1 053 485,8	628 831,9	1 062 946,5	1 207 819,5
- Banques de Dépôts	400 621,5	479 714,0	810 689,9	765 736,7	840 009,9
Autres Créances nettes	293 241,4	337 650,7	385 457,2	412 393,3	429 236,9
CREANCES S/SECT.PARA-PUB&PRIV	2 415 008,4	2 488 546,6	2 553 647,5	2 536 885,1	2 778 342,7
Banque Centrale	111 191,7	227 862,2	391 445,2	260 588,7	276 418,3
Banques de Dépôts	2 303 272,8	2 258 973,9	2 162 186,0	2 276 152,0	2 500 769,2
Trésor (T.O.C. Totales)	543,9	1 710,5	16,3	144,4	1 155,2
TOTAL DES AVOIRS	6 048 595,7	6 389 620,4	6 661 144,2	6 876 277,4	7 562 329,3
ENGAGEMENTS					
AGREGAT (M3)	5 916 840,1	6 078 316,8	6 461 406,6	6 632 226,5	7 357 660,3
Agrégat (M2)	4 906 126,1	5 057 474,2	5 307 547,9	5 560 501,0	6 411 016,3
- Disponibilités Monétaires (M1)	4 128 684,0	4 218 107,4	4 379 626,8	4 684 893,4	5 425 688,4
Circulation fiduciaire .H-Bques	1 786 603,6	1 741 829,6	1 718 960,8	1 878 474,0	2 159 601,9
Dépôts à vue	2 342 080,4	2 476 277,8	2 660 666,1	2 806 419,4	3 266 086,5
- Quasi-monnaie (M2-M1)	777 442,1	839 366,8	927 921,1	875 607,6	985 327,9
Dépôts d'Epargne	450 874,4	495 135,5	513 775,9	520 266,9	596 149,2
Dépôts à terme	326 567,7	344 231,3	414 145,2	355 340,7	389 178,7
- Dépôts .en devise des résidents	841 417,4	847 199,4	940 837,3	887 117,7	773 917,0
- Obligations	169 296,6	173 643,1	213 021,4	184 607,8	172 727,0
AUTRES POSTES NETS	131 755,6	311 303,7	199 737,7	244 050,9	204 669,0
Gains ou pertes de change	-84 577,8	-21 404,5	-46 978,8	-115 827,0	-55 430,5
Ressources non monétaires	216 333,4	332 708,1	246 716,5	359 877,8	260 099,4
- Comptes de capital	639 333,0	666 575,9	713 595,6	724 775,3	742 171,0
- Divers nets	-422 999,6	-333 867,8	-466 879,1	-364 897,5	-482 071,6
TOTAL DES ENGAGEMENTS	6 048 595,7	6 389 620,4	6 661 144,2	6 876 277,4	7 562 329,3

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE
(en millions de FMG)

	2000		2001		
AVOIRS	DECEMBRE	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DECEMBRE
AVOIRS EXTERIEURS	1 866 871,0	2 101 915,3	2 227 731,1	2 145 976,2	2 644 099,4
Avoirs disponibles	545 980,1	649 194,6	883 303,5	456 660,1	416 152,1
Autres Avoirs Extérieurs	1 320 890,9	1 452 720,7	1 344 427,6	1 689 316,0	2 227 947,3
CREANCES SUR L' ETAT	2 022 958,8	1 962 852,4	1 662 427,1	1 901 107,8	2 096 537,7
Avances statutaires	377 495,0	300 495,0	0,0	276 893,6	448 495,8
Concours au Trésor	1 633 111,4	1 656 404,8	1 653 457,4	1 616 654,4	1 639 687,9
Avances consolidées(CONV 92)	1 099 628,5	1 099 628,5	1 099 628,5	1 099 628,5	1 099 628,5
Autres concours (1)	533 482,9	556 776,2	553 828,8	517 025,9	540 059,4
T.O.C. Réescomptées	12 352,3	5 952,6	8 969,7	7 559,8	8 354,1
Compte-Courant C.C.P.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Souscription Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREDITS A L' ECONOMIE	111 191,7	227 862,2	391 445,2	260 588,7	276 418,3
Entreprises publiques	94 221,2	210 633,8	374 098,0	242 536,7	258 570,3
Particuliers et Ménages	16 970,5	17 228,4	17 347,2	18 052,1	17 848,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREANCES SUR LES BANQUES	59 507,1	56 596,6	47 656,2	43 882,0	40 365,5
Pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Appels d' offre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprêts	59 507,1	56 596,6	47 656,2	43 882,0	40 365,5
TOTAL DES AVOIRS	4 060 528,6	4 349 226,4	4 329 259,5	4 351 554,8	5 057 420,9
ENGAGEMENTS					
BASE MONETAIRE	2 609 987,9	2 644 844,8	2 612 887,9	2 888 938,4	3 384 855,0
Circulation Fiduc. H-Bques.	1 786 603,6	1 741 829,6	1 718 960,8	1 878 474,0	2 159 601,9
Encaisses des Banques	78 425,9	81 636,3	90 281,3	63 389,3	84 898,9
Comptes courants des Banques	744 958,5	821 378,9	803 645,9	947 075,1	1 140 354,3
D.A.V EN FMG DES RESIDENTS	1 694,1	367,1	171,0	180,3	188,5
D.A.T EN FMG DES RESIDENTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPOTS EN DEVISES DES RESID.	122,0	166,9	160,5	161,5	208,9
AVOIRS DE L' ETAT	860 289,1	909 366,6	1 033 595,2	838 161,4	888 718,2
Comptes courants du Trésor	4 778,2	26 544,6	20 304,2	33 164,6	0,0
Fonds de contrevaleur	300 035,1	298 796,6	296 828,9	288 878,3	283 296,8
Autres avoirs	210 799,0	163 343,0	225 058,3	123 111,4	244 087,3
Cptes du Trésor en devises (2)	337 378,7	403 091,5	479 587,7	376 057,4	352 852,8
Encaisses Comptables Pub.	7 298,1	17 590,8	11 816,2	16 949,6	8 481,4
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T.	696 408,9	790 269,0	777 751,4	744 717,0	856 429,2
Dépôts des non-Résidents	12 255,4	13 033,3	16 282,8	6 570,5	7 328,7
Organisat° Internat.+SMN	1 456,0	1 456,0	2 474,4	5 654,4	4 904,4
FAS-FASR – FRPC	682 697,5	775 779,8	758 994,2	732 492,1	844 196,0
FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FMI N°1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ARRIERES DE PAIEMENTS EXT.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A M.L.T	167 536,2	165 502,0	152 730,2	154 107,1	148 961,9
Emprunts Extérieurs	167 536,2	165 502,0	152 730,2	154 107,1	148 961,9
Réamenagements de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES POSTES NETS	-275 509,7	-161 290,0	-248 036,5	-274 710,9	-221 940,9
Allocation de DTS	5 153,4	5 153,4	5 153,4	5 153,4	5 153,4
Capitaux publics et réserves	116 281,8	116 260,6	116 334,6	116 349,0	116 349,0
Gains ou pertes de change (-)	85 487,5	22 294,8	47 070,2	116 489,2	55 969,2
Divers nets	-311 457,4	-260 409,2	-322 454,3	-279 724,2	-287 474,1
Passif	204 086,9	65 622,6	97 688,3	137 393,1	191 993,7
Actif (-)	515 544,3	326 031,8	420 142,6	417 117,2	479 467,7
TOTAL DES ENGAGEMENTS	4 060 528,6	4 349 226,4	4 329 259,6	4 351 554,8	5 057 420,9

SITUATION DES BANQUES DE DEPOTS
(en millions de FMG)

AVOIRS	2000		2001		
	DÉCEMBRE	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
DISPONIBILITES	823 384,4	903 015,2	893 927,2	1 010 464,4	1 225 253,1
Encaisses en FMG	78 425,9	81 636,3	90 281,3	63 389,3	84 898,9
C/C auprès de la B.C.M.	744 958,5	821 378,9	803 645,9	947 075,1	1 140 354,2
AVOIRS EXTERIEURS	1 181 822,1	1 320 092,8	1 294 181,5	1 125 330,6	1 050 512,4
Avoirs disponibles	393 335,1	480 178,9	477 290,4	423 493,9	342 734,5
Autres avoirs extérieurs	788 487,0	839 913,9	816 891,1	701 836,7	707 777,9
Secteur bancaire et assimilé	484 966,1	489 108,2	558 569,0	479 895,7	481 036,6
Secteur non bancaire	303 520,9	350 805,7	258 322,1	221 941,0	226 741,3
CREANCES SUR L' ETAT	606 483,2	700 109,3	1 055 419,3	1 066 134,4	1 182 395,3
Trésor	605 455,8	697 268,5	1 047 335,6	1 061 508,4	1 179 310,3
OPCA	54,2	126,4	736,5	895,7	284,1
Postes	973,2	2 714,4	7 347,2	3 730,3	2 800,9
CREANCES SUR L' ECONOMIE	2 303 272,8	2 258 973,9	2 162 186,0	2 276 152,0	2 500 769,2
Crédits	2 298 385,7	2 250 551,2	2 152 856,6	2 267 800,9	2 491 323,6
- Crédits à court terme	1 795 464,2	1 724 008,4	1 576 497,4	1 658 323,7	1 857 092,1
Particuliers	39 916,3	49 743,5	42 727,4	54 182,2	55 487,8
Entreprises privées	1 742 629,0	1 661 843,9	1 502 541,1	1 569 016,5	1 768 587,4
Entreprises publiques	12 918,9	12 421,0	31 228,9	35 125,0	33 016,9
- Crédits à M.L.T	502 921,5	526 542,8	576 359,2	609 477,2	634 231,5
Particuliers	45 555,6	53 988,3	56 699,5	67 415,0	81 715,3
Entreprises privées	447 938,0	464 285,6	511 997,4	535 349,1	534 768,5
Entreprises publiques	9 427,9	8 268,9	7 662,3	6 713,1	17 747,7
Autres concours	4 887,1	8 422,7	9 329,4	8 351,1	9 445,6
TOTAL DES AVOIRS	4 914 962,5	5 182 191,2	5 405 714,0	5 478 081,4	5 958 930,0
ENGAGEMENTS					
ENGAGEMENTS AUPRES DE LA BCM	59 507,1	56 596,6	47 656,2	43 882,0	40 365,5
Pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Appels d' offre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprêts	59 507,1	56 596,6	47 656,2	43 882,0	40 365,5
ENGAGEMENTS EXTERIEURS ACT	345 957,4	386 454,2	258 567,0	210 593,7	267 057,8
Secteur bancaire et assimilé	2 919,9	1 316,1	1 560,3	2 220,3	32 899,9
Secteur non bancaire	343 037,5	385 138,1	257 006,7	208 373,4	234 157,9
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A M.L.T	61 735,9	49 559,5	50 346,2	63 573,2	115 242,6
Secteur bancaire et assimilé	53 144,2	40 967,8	41 754,5	54 981,5	106 650,9
Secteur non bancaire	8 591,7	8 591,7	8 591,7	8 591,7	8 591,7
AVOIRS DE L' ETAT	205 861,7	220 395,3	244 729,4	300 397,7	342 385,4
Trésor	7 640,3	10 021,4	11 729,0	11 802,1	9 510,2
OPCA	197 232,5	210 373,9	232 918,9	288 541,7	332 827,9
Postes	988,9	0,0	81,5	53,9	47,3
DEPOTS DE LA CLIENTELE	3 665 338,5	3 822 948,8	4 143 619,5	4 156 265,2	4 594 541,9
Dépôts à vue	2 228 855,0	2 339 455,1	2 484 784,3	2 611 858,8	3 074 099,5
DAT d' épargne et en devises	1 436 483,5	1 483 493,7	1 658 835,2	1 544 406,4	1 520 442,4
- Dépôts à terme	326 567,7	344 231,3	414 145,2	355 340,7	389 178,7
- Dépôts d' épargne	268 620,4	292 229,9	304 013,2	302 109,5	357 555,6
- Dép. devises des résidents	841 295,4	847 032,5	940 676,8	886 956,2	773 708,1
OBLIGATIONS	169 296,6	173 643,1	213 021,4	184 607,8	172 727,0
AUTRES POSTES NETS	407 265,3	472 593,7	447 774,3	518 761,8	426 609,8
Comptes de capital	517 897,8	545 162,0	592 107,7	603 272,9	620 668,6
- Fonds propres	428 051,9	452 994,6	498 519,1	501 667,8	503 243,7
- Provisions pour CDLC	89 845,9	92 167,4	93 588,6	101 605,1	117 424,9
Gains ou pertes de change	909,7	890,3	91,4	662,2	538,7
Divers nets	-111 542,2	-73 458,6	-144 424,8	-85 173,3	-194 597,5
- Passif	597 955,2	631 841,8	523 962,3	567 236,9	659 210,6
- Actif (-)	709 497,4	705 300,4	668 387,1	652 410,2	853 808,1
TOTAL DES ENGAGEMENTS	4 914 962,5	5 182 191,2	5 405 714,0	5 478 081,4	5 958 930,0